



Femmes sous pressions, p. 47-51

# La fabrique du Kazakhstan

Depuis la chute de l'Union soviétique  
il y a vingt-quatre ans, le plus grand pays  
d'Asie centrale affirme son identité et  
cherche sa place sur la scène mondiale.

## NEWS D'ILL

Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ)  
Université de Strasbourg - 11, rue du Maréchal Juin  
CS 10068 67046 Strasbourg - 03 68 85 83 00 - <http://cuej.unistra.fr>

**DIRECTRICE DE LA PUBLICATION** Nicole Gauthier  
**ENCADREMENT** Laurence Defranoux, Xavier Delcourt, Sophie Dufau, Nicole Gauthier, Alain Peter  
**RÉDACTRICE EN CHEF** Valerie Schaub  
**CHEF D'ÉDITION** Gabriel Pernet  
**COORDINATEUR ICONOGRAPHIQUE** Julien Pruvost  
**COORDINATEUR INFOGRAPHIQUE** Pierre Lemerle  
**RÉALISATION** Maxime Battistella, Samuel Bleyne, Alexis Boyer, Raphaël Boukandoura, Rémi Carlier, Hélène Deplanque, Assata Frauhammer, Manuel Fritsch, Anne-Claire Gross, Mark Ionesco, Danara Ismatova, Jonathan Klur, Anika Maldacker, Célia Garcia-Montero, Hélène Perrin, Laurine Personeni, Thibault Petit, Gabriel Pernet, Julien Pruvost, Luana Sarmini-Buonaccorsi, Valerie Schaub, Nicolas Skopinski, Maurane Speroni, Charles Thiallier  
**PHOTO DE UNE** Assel Altayeva  
**PHOTO DE DER** Manuel Fritsch  
**ENCADREMENT TECHNIQUE** Guillaume Bardet, Jean-Christophe Galen  
**ENCADREMENT REPORTAGES VIDÉO** Marie Pouchin, Gaëlle-Anne Dolz  
**ÉTUDIANTS REPORTAGES VIDEO** Bettina Baumann, Quentin Cezard, Jean Chamoulaud, Myriam Deborbe, Neyran Elden, Wissam Alhaj, Imke Hamann, Raphaële Taquard  
**ENCADREMENT WEBDOC** Nicole Gauthier, Matthieu Gorisse-Mondoloni  
**ÉTUDIANTS WEBDOC** Elisa Brinai, Tommy Cattaneo, Pierre Chambaud, Mayeule de Charon, Sébastien Duhamel, Aurore Dumser, Marie Fout, Sophie Guignon, Milena Peillon, Cécile Pollart, Kirsten Richarz, Thibaud Roth, Caroline Sicard, Amaury Tremblay  
**ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ NATIONALE AL-FARABI D'ALMATY** Roman Artrmyev, Bokenbäi Balymbetov, Irina Broussenskaïa, Svetlana Chtcherbakova, Gaukhar Dzhakupbayeva, Noursoultan Kambar, Sultanbek Kaiym, Aigul Khozhantayeva, Akzharkyn Kydyrkhanova, Syngyskhan Medelbek, Akerke Nurbekova, Damira Nourkasinova, Danara Nourkasinova, Samim Sayed, Dylia Tchanicheva, Dinara Tileubek, Akerké Tolegen  
**ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DES LANGUES DU MONDE D'ALMATY** Kris Carminova, Goulzhan Chakirova, Nazima Kassenova, Assem Kenzhegaliyeva, Gouldana Kurmanbayeva, Banou Mamyrbek, Shinarar Myrzahmetova, Oulgeanne Nougmane, Aigerim Pazyzbekova, Assem Rakhmanova, Togzhan Sadygul, Aray Sankeyeva, Laila Tabyldy, Ainura Tasmagambetova, Deniz Zankov, Assel Zhakipova, Agerim Zhappasbayeva, Akerké Zhoumataeva  
**ÉTUDIANTS DE L'ALLIANCE FRANÇAISE À ALMATY** Tatiana Baranova, Alexandra Boïakrina, Diliya Chanysheva Eldar Murzatin, Assel Touïakova,  
**ÉTUDIANTS DE L'INSTITUT SORBONNE-KAZAKHSTAN D'ALMATY** Ainur Omarova, Assem Ryspayeva, Alibek Zhussip  
**ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ TECHNOLOGIQUE KAZAKHSTANO-BRITANNIQUE D'ALMATY** Almas Akhmetsharip, Margulan Dairshenov, Nourzhan Shnarbekov  
**ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ NATIONALE EURASIENNE LN GOMILEV D'ASTANA** Alfiya Aimakova, Guldana Akhmetzhanova, Assel Altayeva, Zarina Faizdrakhmanova, Aigyuzel Kadir, Diana Kopeyeva, Aigerim Kudaibergenova, Ukizhan Manekina, Islambek Safayev, Birzhan Valiev  
**ÉTUDIANTS DE L'ALLIANCE FRANÇAISE À ASTANA** Sabina Almassova, Margarita Danilova, Tanya Sypkovan, Dilara Syzdykova, Assel Yegemberdiyeva  
**IMPRESSION** Gerona.kz, Almaty, Kazakhstan

## Astana, capitale de la démesure (p. 6)

Le régime s'offre une classe moyenne (p. 8)



## En Caspienne, le mirage de l'or noir (p. 17)

La chute du baril plombe la croissance (p. 18)

L'industrie lourde fait grise mine (p. 20)

L'écologie en trompe-l'œil (p. 23)

## Allemands, Ouïghours, Coréens, tous Kazakhstaniens (p. 32)

« Il n'y a pas de politique discriminatoire » (p. 35)

Avec l'indépendance, le retour des exilés (p. 36)



## Naissance d'une nation (p. 9)

Le pouvoir défend sa pomme (p. 13)

Pépinière d'élites (p. 14)

Nazarbaïev, la verticale du pouvoir (p. 16)



## A cheval entre deux époques (p. 24)

« Il fait encore trop frais pour monter dans les alpages » (p. 26)

Le pain, à chacun selon ses moyens (p. 28)

Les Russes craignent d'être marginalisés (p. 30)

## Almaty sur l'autoroute de la soie (p. 37)

La grande aventure du Turksib (p. 40)

« Pour travailler, j'ai dû acheter des faux papiers » (p. 42)

Rue des lombards, la vie à crédit (p.43)

L'immigration saisonnière, variable d'ajustement (p. 45)

## Les femmes sous pressions (p. 47)

J'habite chez ma belle-mère (p. 49)

« Avoir un enfant maintenant, ce serait comme être en prison » (p. 51)



# Indépendance, acte II

## Le Kazakhstan en quelques dates

**VII<sup>e</sup>-III<sup>e</sup> siècle avant notre ère** Les Scythes dominent l'Asie centrale

**1221** Invasion des tribus mongoles emmenées par Gengis Khan

**1465** Formation du Khanat Kazakh, confédération tribale divisée en trois hordes

**1730** Début de la colonisation russe avec l'alliance de la Petite Horde et de l'impératrice Anna Ivanovna

**5 décembre 1936** Proclamation de la République socialiste soviétique du Kazakhstan

**16 décembre 1991** Indépendance de la République du Kazakhstan

**26 décembre 1991** Dissolution de l'URSS

**2 mars 1992** Adhésion à l'Organisation des Nations unies

**15 juin 2001** Participe à la création de l'Organisation de coopération de Shanghai

**Janvier 2010** Exerce pendant un an la présidence de l'OSCE

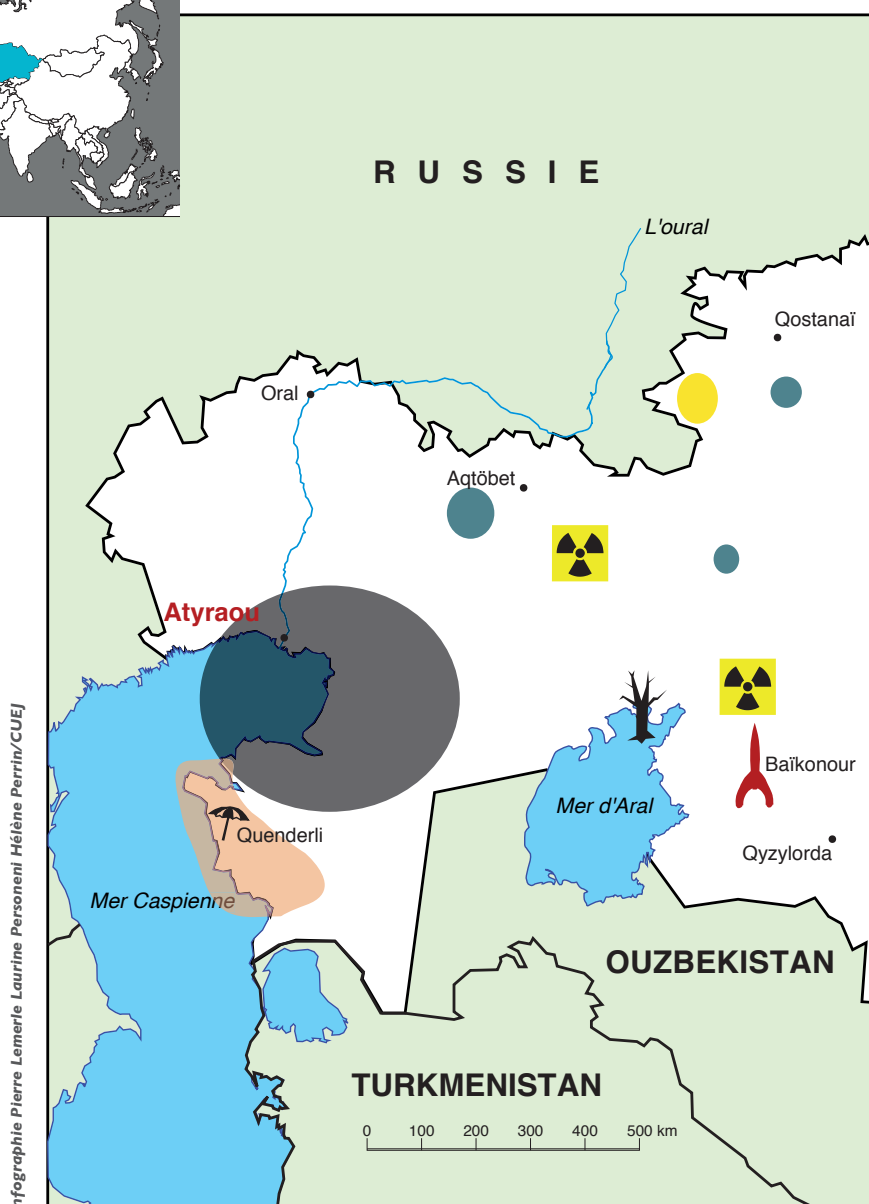
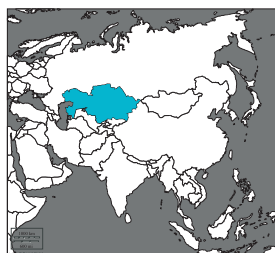
**22 novembre 2012** Astana obtient l'organisation de l'Exposition internationale de 2017

**1<sup>er</sup> janvier 2015** L'union économique eurasiatique (Russie, Biélorussie, Kazakhstan) entre en vigueur



Scannez ces QR codes et retrouvez les contenus interactifs sur Cuej Info

**A** la charnière de l'Europe et de l'Asie, le léopard des neiges kazakhstanais, avec ses 130 nationalités, défend son immense territoire. Pris en étau entre l'appétit du dragon chinois et l'ombrageux ours russe, vingt-quatre ans après son indépendance, il a distancé ses anciens voisins soviétiques. Ouzbeks, Kirghizes, Tadjiks, attirés par son PIB par habitant dix fois plus élevé, affluent dans ce



Infographie Pierre Lemerle Laurine Personeni Héloïse Perrin/CUEJ

pays quatre fois moins peuplé que la France. Dans l'ombre de l'économie souterraine, une voiture, une clé ou un balai sont déjà un travail.

La futuriste Astana, capitale d'Etat, continue de grignoter la steppe et plante le décor de l'Expo 2017. A 1 200 km au sud, dans les rues de l'historique Alma-Ata, rebaptisée Almaty, les bâtiments soviétiques arborent les symboles kazakhs. A 2 000 km à l'ouest, le pétrole de la mer Caspienne peine à remplir les objectifs fixés par le tout-puissant président Noursoultan Nazarbaïev.

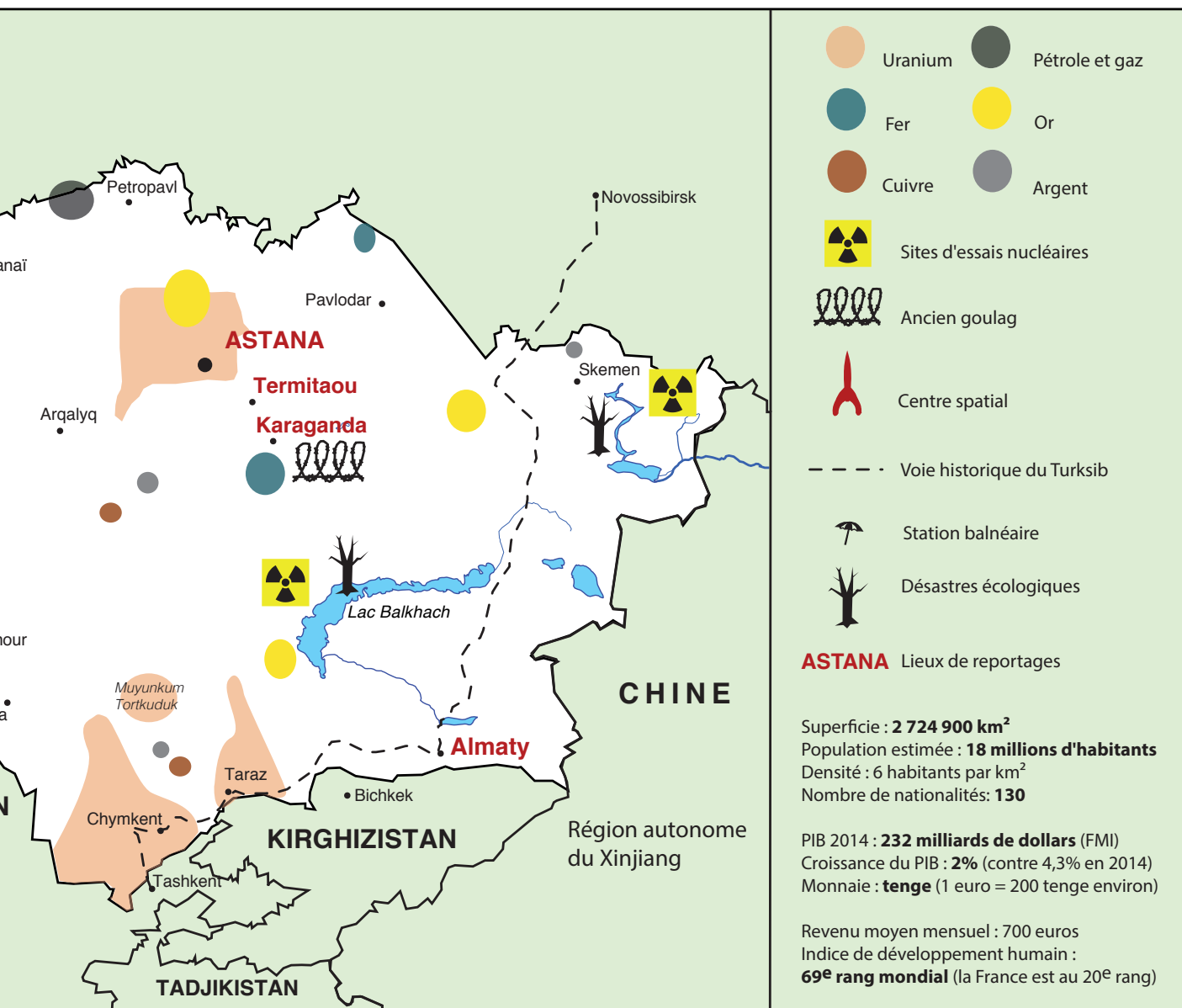
Après deux siècles et demi de colonisation tsariste et d'oppression soviétique, l'absence de pro-

cessus démocratique et la corruption généralisée ne semblent pas entamer l'optimisme des jeunes Kazakhstanais, nés avec l'indépendance du pays en 1991, et impatients de bâtir leur pays.

Sous l'influence de l'urbanisation et de l'ouverture au monde, les familles sont le siège d'un combat feutré entre tradition et modernité. Les jeunes femmes hésitent entre l'allégeance à leur belle-famille et la poursuite de leur carrière.

Un quart de siècle après la disparition de l'Union soviétique, le Kazakhstan entame désormais l'acte II de son indépendance.

**Valerie Schaub**



Sources : Gazagroprom.kz et la division géographique des archives du département des Affaires étrangères (2004)



# Astana, capitale surgie de la steppe

La nouvelle capitale du Kazakhstan, qui accueillera l'Exposition internationale 2017, se développe tous azimuts.

**D**es centaines de grues emplissent le ciel d'Astana. A l'entrée du gigantesque chantier de l'Exposition internationale 2017, trois jeunes Ouzbeks, arrivés il y a deux jours, attendent anxieusement l'heure de l'embauche. Un peu plus loin, Anouar, ouvrier de 22 ans, s'avance entre les bâtiments qui s'élèvent à même la steppe. Originaire du nord du Kazakhstan, il est chargé de nettoyer le matériel de chantier. Dans la capitale depuis seulement deux mois, il espère rapidement saisir les opportunités qu'Astana offre aux nouveaux arrivants, venus de tout le pays ou d'Asie centrale : « *Je veux devenir géomètre, assure-t-il. La compagnie pour laquelle je travaille, Bazis [première entreprise de BTP du pays], va payer*

*mon lycée et 20% de mes frais universitaires.* » Travailler pour l'Expo 2017 procure souvent ce genre d'avantages. Il faut dire que le chantier est la nouvelle priorité du gouvernement.

Attribuée il y a trois ans au pays, l'Expo 2017 permet au Kazakhstan de s'affirmer sur la scène internationale. Près de 2,7 milliards d'euros vont être investis dans le projet, sur le thème du développement durable et des énergies du futur. Les bâtiments de l'exposition, qui s'étendront sur 25 hectares, seront par la suite reconvertis en *data centers* ou en bâtiments universitaires. Le gouvernement espère ainsi capter ces activités à forte valeur ajoutée que le pays peine encore à créer. 150 autres hectares seront gagnés sur la steppe pour construire les appartements, parcs et centres commerciaux

**En mai 2015, 1 100 grues agrandissent encore la capitale.**  
*Manuel Fritsch/Cuej*

qui lieront le cœur de l'Expo à la nouvelle ville. Près de 3 500 ouvriers travaillent déjà sur le site, été comme hiver. Ils devraient être 10 000 en 2016.

## L'ex-Tsenoligrad

Ce gigantesque chantier est la seconde étape de la construction de la nouvelle capitale. En 1997, Noursoultan Nazarbaïev, déjà président du Kazakhstan, transfère l'administration centrale du pays à 1 500 km au nord d'Almaty. Le déplacement doit permettre d'affirmer l'indépendance du nouvel Etat et attirer des Kazakhs dans une région où ils ne dépassent pas les 15 % de la population. Son choix se porte sur la ville d'Akmola/Tsenoligrad, centre administratif de « la politique des terres vierges » de Nikita Khrouchtchev, secrétaire du Parti communiste



**Diaporama**  
Les trois vies d'Astana

de l'URSS dans les années 1950. Quand la ville, rebaptisée Astana (« capitale » en kazakh), reçoit son nouveau statut, elle plafonne à 300 000 habitants. Moins de vingt ans après, la population a quasiment triplé.

### Bâtiments futuristes

Les chantiers se multiplient et grignotent la steppe. Sur la rive gauche de l'Esil, une nouvelle ville s'est élevée, remplaçant les petites maisons de l'époque soviétique par des immeubles de luxe et des bâtiments gouvernementaux futuristes. Des architectes de réputation internationale, comme Norman Foster ou Kisho Kurakawa, sont venus poser leur patte sur la nouvelle image que le Kazakhstan entend projeter au monde. Le blanc et le bleu des bâtiments présidentiels répondent aux teintes dorées de la tour Bayterek où les habitants font la queue devant l'empreinte de main du chef d'Etat. La longue « Maison des ministères » n'en finit pas d'étaler ses fenêtres, seulement interrompue par les deux tours coniques des services gouvernementaux.

A côté des spectaculaires réalisations de la rive gauche, l'ancienne ville, sur la rive droite, regroupe toujours près de 85% de la population, désormais majoritairement kazakhe. Des tours modernes, moins fantasques, y côtoient les vieilles barres d'immeubles soviétiques tandis que

les maisons de fortune poussent à la périphérie de la ville. Ouvriers, fonctionnaires, vendeuses ou businessmen affluent de tout le Kazakhstan vers ce perpétuel chantier, nouveau centre politique et financier du pays. Les employés du secteur public sont les premiers concernés par cet exode. Le mari d'Anara, 31 ans, est arrivé à Astana en 2005. Après quelques mois à enchaîner les petits boulots, sa famille lui trouve un travail au ministère des Transports. Il est aujourd'hui expert au comité de contrôle du transport des eaux. Anara l'a rejoint en 2008 : « *Je n'aime pas trop Astana, il fait très froid mais les avantages et les opportunités que l'on a à vivre ici sont énormes.* » La famille Bokoikhanov, originaire d'Öskemen, est venue toute entière chercher fortune. Serik, militaire, arrive dans la capitale en 2005, avec sa femme et ses deux enfants. Trois ans plus tard, sa belle-sœur, Alnara, avocate pour le gouvernement,

suit son exemple : « *Je n'ai pas réfléchi très longtemps car c'était une promotion. Maintenant, je suis avocate indépendante, je ne regrette pas.* » A Astana, une troisième sœur, Gulyaim, devient directrice d'hôtel. Seule la petite dernière est restée à Öskemen : « *Mais elle va envoyer ses enfants étudier à Astana* », sourit Alnara.

### Zones de turbulences

Le moteur de l'expansion d'Astana pourrait se gripper dans les mois à venir. Avec les sanctions imposées à la Russie à la suite de la crise ukrainienne et la baisse du prix du pétrole, l'économie kazakhstanaise est entrée en zone de turbulences et le secteur du bâtiment n'est pas épargné. Conséquence du grand nombre de logements, les prix commencent à plafonner et la construction ralentit. L'Etat veillera à ce que l'Expo ne soit pas touchée mais, déjà, certains chantiers sont à l'arrêt. Aidana n'en ressent pas encore les effets. Vendeuse de vêtements, la jeune femme de 25 ans s'est reconvertie il y a tout juste une semaine. Avec son mari, elle fournit désormais du ciment à de petites entreprises du bâtiment car, « *ici, ça construit partout* ». Malgré le ralentissement, « l'Astana dream » continue de faire recette.

**Assel Altayeva, Alexis Boyer, Mark Ionesco, Diana Kopeyeva et Anika Maldacker**

**En haut :**  
la grande  
mosquée.

**En bas :**  
la tour  
Bayterek,  
sur l'artère  
principale  
d'Astana.

Manuel Fritsch/Cuej



# 2017

**Du 10 juin au 10 septembre**

**2017**, deux millions de visiteurs sont attendus pour l'exposition internationale. Un nouvel aéroport est en chantier pour les accueillir. « *Nous devons créer un réseau de transport pour que les voitures, les trains, les avions s'étendent depuis Astana dans toutes les directions. Comme les rayons depuis le soleil* », déclarait le président Nazarbaïev dans un discours en novembre 2014, annonçant son plan de « *Chemin du futur* ».

# Le régime s'offre une classe moyenne

Le gouvernement aide les habitants, toujours plus nombreux dans la capitale, à se loger à prix abordable, favorisant l'émergence d'une nouvelle catégorie de consommateurs.

Une tour dorée, de larges avenues passantes aux symétries parfaites, des hôtels et des centres commerciaux, le luxe s'impose dans la nouvelle ville d'Astana. La jeunesse kazakhstanaise surnomme avec fierté la rive gauche de sa capitale : « le mini Dubaï ». Elle flâne le week-end, le printemps venu, entre les buildings d'affaires et les commerces de marque. A ses yeux, cette « *leueur* » au milieu de la steppe indique au monde la modernité et la richesse du Kazakhstan. Pourtant, il n'est pas question de s'y loger. Le quartier est bien trop cher.

## Un 50 m<sup>2</sup> pour 35 000 euros

Les constructions toujours plus grandioses, entreprises depuis 1997 et la décision présidentielle de déplacer la capitale d'Almaty à Astana, ont entraîné la hausse des prix immobiliers. Entre 2000 et 2014, les prix du neuf ont triplé tandis que les loyers ont été multipliés par deux. Pour répondre à cet effet d'éviction sans faire éclater brutalement la bulle immobilière, le gouvernement kazakhstanaïse a lancé en 2012 un vaste programme d'aide au logement. Remplacement ou rénovation de vieux immeubles, soutien à la construction de logements individuels, location avec option d'achat sont au menu du programme Affordable Housing 2020, piloté par les holdings et grandes banques de l'État kazakhstanaïse. La Zhylystroysberbank fournit par exemple des prêts bonifiés pour faciliter l'achat par les jeunes couples. Après avoir abondé tous les mois un plan d'épargne jusqu'à atteindre 50 % du prix d'achat de l'appartement, ils peuvent devenir propriétaires de leur logement. S'ils ne peuvent régler le solde, la banque leur fournit des prêts à des taux d'intérêt deux fois inférieurs à ceux du marché. Almaz et Aizhanay, 33 et 24 ans, ont participé à ce programme pour acquérir leur appartement



**Dans le quartier de Jugo Vostok, à Astana, Anara et sa famille ont pu se loger à bas coût grâce au programme de l'État.**

Mark Ionesco/Cuej

## La fin du crédit facile

La forte croissance d'Astana s'est nourrie d'une bulle immobilière. Grâce à la convertibilité du tengge obtenue en 2003, les banques kazakhstanaïses ont pu emprunter à faible taux sur les marchés de la City londonienne et prêter avec bénéfice aux ménages et entreprises de construction. Ainsi, Igor<sup>(1)</sup>, Russe venu de Sibérie a pu acheter un appartement en 2003, grâce aux revenus de sa petite imprimerie, et le revendre trois fois plus cher cinq ans après. Il a multiplié les opérations et, avec son imprimerie, accumulé près de 450 000 euros cinq ans après son arrivée.

La crise mondiale de 2007-2008 sonne la fin du crédit facile. En 2009, le gouvernement nationalise les quatre premières banques du pays puis mène un vaste plan de sauvetage, injectant 3,6 milliards d'euros pour recapitaliser le système bancaire et 2,7 milliards pour soutenir le marché immobilier. La même année, la Banque nationale du Kazakhstan dévalue le tengge de 20 %, avant de récidiver en février 2014 (-19 %). Ces dévaluations entraînent la hausse des prêts libellés en monnaies étrangères. Les banques doivent brader leurs actifs, entraînant une première résorption de la bulle. Toutefois, les prix de l'immobilier restent à des niveaux élevés et la spéculation continue, malgré les programmes et les lois. Avec des banques soumises à des normes plus strictes, le pays ne parvient pas à retrouver la croissance des années 2000.

A.B. et M.I.

(<sup>1</sup>) Le prénom a été modifié

de 50 m<sup>2</sup> dans la nouvelle ville pour 7 millions de tengge (35 000 euros) : « Pendant trois ans, nous avons épargné jusqu'à 300 000 tengge (1500 euros) par mois, dévoile le père de famille. Puis nous avons reçu un prêt pour payer le reste de l'appartement, nous devons encore rembourser cet emprunt pendant quatre ans. »

## Une politique clientéliste

Depuis le début des années 2000, les fonctionnaires bénéficient également de facilités pour se loger à bas coût dans

la capitale. La municipalité d'Astana concède des terrains aux hôpitaux, aux universités et aux entreprises d'État. Ces différentes entités, aidées par de larges subventions étatiques, sont ensuite chargées de construire pour leurs employés des logements fonctionnels à prix très abordable. Pour 300 euros le mètre carré, ces employés d'État reçoivent un appartement neuf qu'ils payent trois ou quatre fois moins cher que le prix du marché. La politique du président Nazarbaïev « vise le haut de la classe moyenne capable de consommer mais aussi sa frange basse qui aspire à le faire,

estime Alima Bissenova, sociologue, spécialiste de la mobilité et du logement à l'université Nazarbaïev. *Le gouvernement veut se construire une classe moyenne qui partage certaines valeurs, comme la stabilité, la discipline, le travail.* » Aujourd'hui, cette catégorie sociale représente près d'un quart de la population du Kazakhstan. L'objectif gouvernemental n'est pas seulement de s'assurer la loyauté d'une clientèle privilégiée. « Ces programmes sont créés pour faire émerger une classe consommatrice qui servira de base à l'essor du pays », affirme Zhanat Myrzakhmet, économiste à l'Eurasian National University. Avec l'espoir d'asseoir enfin l'économie nationale sur le développement des services et l'innovation technologique.

Assel Altayeva,  
Alexis Boyer  
et Mark Ionesco





# Naissance d'une nation

Vétérans et soldats défilent le 9 mai 2015 dans le parc Panfilov à Almaty. Julien Pruvost/Cuej

## Langue, fête nationale, histoire : le gouvernement d'Astana conduit une marche forcée pour imposer une identité kazakhe.

**A**gitation à l'école de la ville de Zhibek Zboly, sur la route entre Astana et Karaganda. Dans la cour de récréation, les enfants défilent, fièrement vêtus d'uniformes militaires kazakhs, au lendemain de la fête du Défenseur de la patrie du 7 mai. A l'intérieur, les vêtements traditionnels cousus par les petites filles côtoient yourtes miniatures et tableaux de cavaliers dans les steppes. Ici, la culture de la nationalité majoritaire est omniprésente, conformément à la politique de « kazakhisation » menée par le chef de l'Etat.

Depuis 1991, les programmes aussi ont évolué dans ce sens. L'enseignement du kazakh, devenu obligatoire, a pris du volume tout comme l'histoire du Kazakhstan, jadis réduite à un sous-chapitre de l'histoire soviétique. « Grâce à l'indépendance, le peuple kazakh connaît tous ses héros », se félicite Akhmétov Kaiyrbek Samalbekouly, professeur d'histoire à Almaty.

Des héros qui trônent au sein des villes, sans que le passé ne soit pour autant totalement gommé. « Les monuments n'ont pas été détruits et les statues soviétiques ont juste été déplacées », tempère Domina Svetlana Pavlovna, guide au musée d'histoire. Beaucoup sont exposées dans

**A la tour Baiterek, on peut poser sa main sur l'empreinte de celle du Président.**

Manuel Fritsch/Cuej

le parc « Family », à côté de diverses attractions. Elle cite en exemple la statue de Lénine, autrefois élément central de la vieille place d'Almaty, désormais rangée avec d'autres symboles du passé dans une petite allée. A sa place, un monument représentant Aliya Moldagoulova et Manshouk Mаметova, deux soldats kazakhs de la Seconde Guerre mondiale. « Au milieu des années 1990, on a aussi renommé les rues en >>>





»»» *l'honneur de soldats et d'écrivains kazakhs, poursuit la guide. Mais quand des personnes étaient dignes de rester, comme l'ingénieur militaire Zinkova, on ne changeait rien. »*

#### **Fêtes du 7 et 9 mai**

Début mai, deux fêtes qui se succèdent illustrent bien ce savant dosage entre conservation de l'héritage soviétique et affirmation d'une identité nationale. Le 7 mai, jour du Défenseur de la patrie, les habitants d'Astana assistent au défilé militaire, un ruban azur et or aux couleurs du pays accroché à leur veste. Deux jours plus tard, les rubans orange et noir de l'ordre russe de Saint-Georges font leur apparition pour les commémorations

**« Au milieu des années 1990, on a renommé les rues en l'honneur de soldats et d'écrivains kazakhs. »**

de l'armistice de 1945. Dans le parc Panfilov d'Almaty, les rubans azur ont disparu. Parfois, la très populaire chanson kazakhe en l'honneur d'Aliya résonne dans les allées, mais c'est surtout sur des airs traditionnels russes, comme le célèbre *Katioucha*, que les habitants viennent offrir des ceilleux aux vétérans de la guerre.

Mais celle de 1995, actuellement en vigueur, diffère légèrement. Le premier alinéa de l'article 7 préserve le statut du kazakh mais la référence

**De haut en bas et de gauche à droite : militaires au parc Panfilov, à Almaty, le 9 mai ; soldats répétant le défilé militaire le 5 mai, à Astana ; marche silencieuse au parc Panfilov.**

*Hélène Deplanque, Sophie Guignon, Julien Pruvost/Cuej*



au russe disparaît. Le second alinéa précise cependant qu'« *au sein des organismes de l'État et des organismes administratifs locaux, le russe est officiellement utilisé au même titre que le kazakh* ». La loi sur les langues de 1997 dessine l'expansion de la langue d'Etat dans une société où beaucoup de Kazakhs, scolarisés dans des écoles russes, ne la maîtrisent pas.

### **Quota horaire en kazakh à la télévision**

L'éducation peut se faire en russe ou en kazakh (qui emploie aussi l'alphabet cyrillique enrichi de sept lettres spécifiques), mais les deux langues doivent être enseignées. A la télévision, un quota horaire en langue kazakhe est instauré (au moins 50 % des émissions). Le texte impose aussi le bilinguisme des papiers administratifs ainsi que celui des étiquettes et modes d'emploi des produits vendus dans le

pays. Elle va jusqu'à indiquer que la langue d'Etat doit être placée à gauche ou au-dessus et le russe à droite ou en dessous avec « *une égalité dans la taille des lettres* ». Certaines mesures vont plus loin et

traduisent clairement une volonté d'imposer la prédominance du kazakh. Dans les faits, ne pas parler la langue d'Etat est de plus en plus discriminant. Faute d'un nombre suffisant de personnes intéressées, la faculté où étudie Aliyeva Inara Badalkyzy a refusé la création d'un groupe russophone dans sa filière. L'étudiante s'est donc mise au kazakh. « *Sinon, j'aurais dû sortir du système public et payer beaucoup plus cher* >>>

## 2012

### **Le président Nazarbaïev demande à son gouvernement de lancer une réforme de la langue kazakhe**

pour la transcrire en alphabet latin à l'horizon 2025. Le kazakh s'est d'abord écrit en alphabet arabe, puis l'alphabet latin fut imposé en 1927, avant d'être remplacé par le cyrillique en 1940.



»»» pour suivre les cours en russe », explique-t-elle. Sur le marché du travail, les obstacles sont multiples. Depuis 1999, les concours d'entrée dans le secteur public contiennent un examen de langue kazakhe. « Je rêvais de devenir hôtesse de l'air. Mais pour intégrer Air Astana, la maîtrise du kazakh et de l'anglais est obligatoire », regrette Arai, étudiante en philologie. Phénomène récent, la langue de Shakespeare fait elle aussi figure de priorité. « J'ai toujours dit que la connaissance de trois langues est une condition

obligatoire du bien-être de chacun », déclarait le 28 janvier 2011 le président Nazarbaïev. Le chemin risque d'être long : même dans les villes, difficile de trouver des anglophones.

**« On a souvent refusé de me prendre en taxi ou de m'ouvrir la porte du bus simplement parce que je le demandais en russe. »**

Le phénomène de kazakhisation n'est pas seulement porté par l'Etat. « On a souvent refusé de me prendre en taxi ou de m'ouvrir la porte du bus simplement parce que je le demandais en russe »,

déplore Arujan. Comme beaucoup de Kazakhs d'Almaty, cette jeune russophone maîtrise mal la langue d'Etat et subit des réflexions au quotidien.

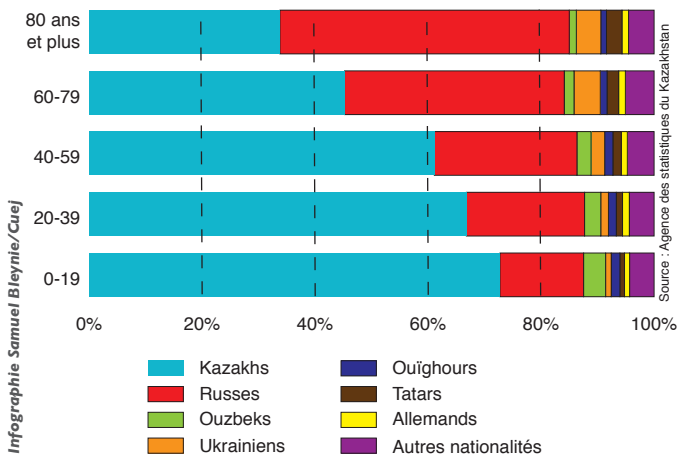
Avec l'arrivée en ville de Kazakhs ruraux davantage kazakhophones que les citoyens historiques, les tensions se font sentir au sein même de la nationalité dominante. Si Almaty a perdu son statut de capitale politique, elle demeure la capitale culturelle du pays et les nouveaux arrivants n'hésitent pas à y faire preuve d'un patriotisme exacerbé. « Aujourd'hui, la langue kazakhe se développe par la volonté du peuple », commente Phazyljanova Anar Mouratkyzy, sous-directrice de l'Institut linguistique Baïtoursynov. Même si de nombreux Kazakhs continuent de mal maîtriser la langue éponyme, la kazakhisation démographique est bien en œuvre. En 1989, les Kazakhs représentaient

**Vétérans au parc Panfilov à Almaty le 9 mai pendant la marche du Bataillon éternel.**

Hélène Deplanque, Célia Garcia-Montero, Julien Pruvost/Cuej

## La part des Kazakhs augmente

Répartition de la population en fonction de l'âge et de la nationalité en 2013



**Récit**  
Le kazakh ou la révolution des alphabets



# Le pouvoir défend sa pomme

Ancienne fierté du pays, l'aport fait son retour en laboratoire par décision d'Etat.

**R**eine des pommes et fierté des Kazakhstanais, l'aport a perdu sa couronne en même temps que le Kazakhstan devenait indépendant. Jusqu'à, cette pomme géante, née en 1865 d'un croisement réalisé avec la pomme sauvage *Malus sieversii*, était exportée dans toute l'Union soviétique et ailleurs. Juteuse, douce, odorante et pesant jusqu'à 1200

**Un fruit juteux, doux, odorant et pesant jusqu'à 1200 g, selon la légende.**

grammes, selon la légende une seule aport nourrissait une classe entière. Chaque année, 2000 tonnes d'aports étaient livrées au Kremlin pour ses réceptions d'apparat.

## Almaty comme « alma »

Les scientifiques s'accordent pour faire remonter les origines mêmes de la pomme dans la montagne Tien-Shan entre le Kazakhstan et la Chine, il y a 30 à 60 millions d'années. Almaty tire d'ailleurs son nom de « alma », le mot kazakh pour pomme. Aujourd'hui, sur les flancs de la montagne dans le sud de la ville, maisons et grandes villas ont remplacé les vergers. La pomme locale, confrontée à la concurrence mondiale, s'est effondrée.

Au marché d'Almaty, les fruits les moins chers viennent du Kirghizistan, de Pologne, de Chine et même du Chili. La véritable aport, un fruit sensible aux changements de son environnement, a presque disparu. Ses pâles copies n'en ont plus ni la taille, ni le goût extraordinaires.

Préoccupé par la recherche de l'identité nationale, le gouvernement essaie de faire renaître ce symbole. « L'aport doit reve-

nir pour qu'on puisse l'exporter dans le monde entier », a tranché le président Nazarbaïev en 2011. Dès 2009, l'Institut kazakh d'agronomie s'est lancé dans la mise au point de plants *in vitro*. Svetlana Dolgikh, directrice du laboratoire biotechnologique, et son équipe viennent de planter les premières souches à Talgar, à une heure d'Almaty. Dans sept à huit ans, la cher-

cheuse saura si le projet, financé par le ministère de l'Agriculture, donnera de vraies apports. Les yeux embrumés, elle raconte : « Quand j'étais étudiante, mes parents m'ont envoyé de grands cartons plein de pommes aport. Les fruits sentaient si bons que les employés de la poste n'ont pas pu faire autrement que d'ouvrir le colis, prendre une pomme et d'y mettre un mot d'excuse. »

**Assata Frauhammer et Tatyana Baranova**



**Au marché, copie d'aport et pommes importées.**

Assata Frauhammer/Cuej

moins d'un quart de la population d'Almaty (23%), contre plus de la moitié au dernier recensement en 2009 (53%). « *Le processus d'urbanisation sert la kazakhisation* », résume la linguiste. Elle-même n'hésite pas à tancer une jeune Kazakhe pour sa tenue jugée trop russe. En sortant de son bureau, les personnes qui lui lancent un « *Spasiba!* » (« merci », en russe) se voient tout de suite corrigées. « *Gok : rakhmet!* » (« Non : merci ! », en kazakh). Aucune agressivité dans la voix mais le message est clair. Comme proclamé par une banderole dans le couloir de l'école de Zhibek Zboly : « *L'avenir du Kazakhstan est dans la langue kazakhe.* »

**Samuel Bleynie et Laila Tabyldy**

## 1865

### L'agriculteur ukrainien Yegor Redko arrive au Kazakhstan.

Dans ses bagages, un plant du pommier russe. Installé dans les environs d'Almaty, il la croise avec la pomme sauvage *Malus sieversii*. Grâce à ses propriétés génétiques et aux conditions de culture dans la montagne Tien-Shan, l'aport développe des caractéristiques spéciales, comme sa taille et son poids spectaculaire, jusqu'à 1200 grammes.



### Vidéo

L'armée fait défiler son passé

# Pépinière d'élites

Ouverte en 2010, l'université Nazarbaïev s'est donné comme objectif de former les leaders de demain.

**J**e veux faire partie du pouvoir qui renforcera le Kazakhstan et s'attaquera à la corruption. Je rêve d'intégrer le ministère des Affaires étrangères. » A l'image de Noursoultan Ziyabekov, étudiant en relations internationales de 23 ans, les 370 diplômés de la première promotion de l'université Nazarbaïev se veulent aussi ambitieux que la mission attribuée à l'établissement lors de sa fondation en 2010. « *L'objectif est de former la prochaine génération de leaders du Kazakhstan en recherche, business et politique* », explique Shigeo Kat-su, son président japonais. Pour accomplir cette tâche immense, l'université Nazarbaïev recrute à prix d'or des professeurs étrangers pour que ses 3000 étudiants bénéficient des meilleures formations possibles. « *Je double mon salaire par rapport à ce que je touchais en France : je gagne à peu près 115 000 euros par an* », confie Jean-Jacques Zondy, professeur français de physique, juste débarqué à Astana avec un contrat de trois ans. Sur les 400 professeurs

que compte l'établissement, plus de 80 % sont étrangers et la plupart des cours sont dispensés en anglais. Un autre Français, Philippe Frossard, en charge de la recherche depuis un an et demi, émarge à 270 000 euros par an.

## Colonnes de marbres et hall monumental

Les revenus de l'équipe pédagogique, aussi élevés soient-ils, ne constituent qu'une part des investissements. « *Les infrastructures ici sont bien meilleures que dans les universités françaises* », estime Jean-Jacques Zondy. Pour s'en persuader, il suffit de visiter l'immense campus, qui arbore en façade un dôme imposant soutenu par sept colonnes de marbre. Une fois les portes d'entrée franchies, un monumental hall de 15 000 m<sup>2</sup> se déploie avec plusieurs fontaines en enfilade, encadrées par des dizaines de palmiers. L'atrium donne accès à sept écoles établies sur trois niveaux, du domaine des sciences humaines à celui des scien-

ces et technologies, en passant par les sciences politiques et le commerce. En pleine extension, le campus compte plusieurs tours-dortoirs de béton et de verre aménagées avec le souci du confort des étudiants et professeurs. Un parc scientifique devrait s'y établir d'ici 2020 sur près de 50 hectares. Chaque jour les travaux de construction gagnent du terrain sur la steppe. Autre spécificité de l'établissement : l'accent mis sur les compétences et la méritocratie. Ainsi, 500 étudiants sont intégrés gratuitement chaque année après un concours d'entrée. « *Donner une bonne bouteille de vin au professeur pour obtenir son diplôme, ça n'existe pas ici* », assure un étudiant de 21 ans en sciences politiques.

## Echec du système traditionnel

La création de l'université Nazarbaïev constitue la deuxième phase d'un plan de formation des élites qui avait commencé par le lancement du programme « Bolashaq » (« futur » en français) en 1993. L'idée était d'envoyer les meilleurs étudiants du pays, via un système de bourses, dans les universités étrangères dès le niveau licence, avec l'obligation de revenir travailler au moins



**Dortoirs du campus de l'université Nazarbaïev à Astana.**  
Maxime Battistella/  
Cuej

cinq ans au Kazakhstan une fois diplômés. Mais le programme n'a pas rencontré le succès attendu et depuis 2011, seuls les étudiants de master et les doctorants peuvent en bénéficier.

Ce plan de formation des élites en deux temps correspond au souci de réformer la haute administration et les entreprises d'Etat jugées corrompues, inefficaces et qui freinent le développement d'un pays indépendant depuis seulement vingt-quatre ans. Fraîchement réélu à la tête du pays, le président kazakhstanaïse clame que le « *combat contre la corruption [est] l'une des principales priorités* » de son cinquième mandat. Ce constat cristallise l'échec du système universitaire kazakhstanaïse traditionnel issu de la période soviétique : les 130 autres universités du pays manquent de liberté dans le choix de leurs programmes et souffrent du contrôle du ministère de l'Education et des sciences. Les plus anciennes ont aussi hérité de la séparation stricte entre l'enseignement supérieur théorique et la recherche fondamentale, caractéristique du système soviétique bien éloigné des standards internationaux actuels de l'économie de marché.

### **Bloqués au poste de vice-ministre**

Les 8000 diplômés déjà issus du programme Bolashaq ont tous trouvé rapidement un travail, mais leurs compétences n'ont pas souvent été utilisées à bon escient. « *J'ai eu des problèmes pour travailler à Kazgeology pendant deux ans. Les vieux refusaient toutes mes idées* », confie Askar Munara, 31 ans, qui a été engagé par la grande entreprise publique après avoir étudié à l'école des Mines de Nancy. Le jeune géologue s'occupe désormais de l'ouverture d'une école des Mines à l'université Nazarbaïev à l'horizon 2016 : « *Il n'y a plus de découvertes en géologie depuis vingt ans au Kazakhstan. La moyenne d'âge des géologues est de 67 ans. Le pays a bien sûr besoin d'ingé-*



*nieurs miniers et pétroliers, mais aussi de géologues capables de travailler sur le terrain et de géophysiciens.* »

Peu à peu, les nouvelles élites économiques formées dans les années 1990 et 2000 pointent le bout de leur nez. Aujourd'hui, 2247 diplômés Bolashaq occupent des postes de cadres dans des grandes compagnies privées. Le géant pétrolier Total compte plus de 70 % de Kazakhstanaïses dans son encadrement. Daniyar Salimbaev, 35 ans, directeur des affaires publiques et des relations avec le gouvernement, se félicite : « *Nous préparons aussi le futur en sponsorisant deux chercheurs qui font leur doctorat sur l'énergie solaire.* »

Les cadres de l'administration gouvernementale, qui ont conservé les méthodes de gestion de la période soviétique, s'accrochent quant à eux à leurs prérogatives, d'où un faible renouvellement des plus hauts postes de la fonction publique. Selon les derniers chiffres du Centre des programmes internationaux, 384 diplômés Bolashaq sont fonctionnaires mais seuls trois sont au gouvernement, bloqués au poste de vice-ministre. « *Actuellement, il y a quelques places vacantes mais pour les fonctions les moins importantes, celles d'analystes* », confie Noursoultan Ziyabekov, conscient du rôle

**Noursoultan Ziyabekov, 23 ans, diplômé en relations internationales de l'université Nazarbaïev, souhaite intégrer le ministère des Affaires étrangères.**

*Maxime Battistella/Cuej*

de simple exécutant et du salaire dérisoire qui l'attend dans un premier temps.

### **Lenteurs administratives**

Laboratoire de la formation des élites kazakhstanaïses, l'université Nazarbaïev n'est pas à l'abri des lenteurs administratives. « *Si vous voulez importer du matériel de pointe des Etats-Unis ou de France, vous devez passer par toute une série d'intermédiaires. Ça en a découragé plus d'un* », raconte Jean-Jacques Zondy.

Un matériel dont l'université a besoin pour stimuler l'innovation et participer à la diversification d'une économie encore fortement dépendante de l'exploitation des ressources naturelles (uranium, pétrole, or). « *J'aimerais un jour pouvoir commercialiser les résultats de mes recherches sur la spectroscopie laser, s'enthousiasme Azat Abdullaev, post-doctorant de 24 ans. Il y a peu d'entreprises de recherche et développement au Kazakhstan. On a besoin d'innovateurs, tout reste à faire dans ce domaine.* » Un défi pour un pays toujours marqué par son passé soviétique. « *Nos étudiants ont encore du mal à penser par eux-mêmes et à prendre des initiatives : en sortant d'ici, ils doivent être persuadés qu'ils peuvent créer de l'emploi avec leurs idées* », plaide Shigeo Katsu.

**Maxime Battistella, Dilara Syzdykova et Birzhan Valiev**

# Nazarbaïev, la verticale du pouvoir

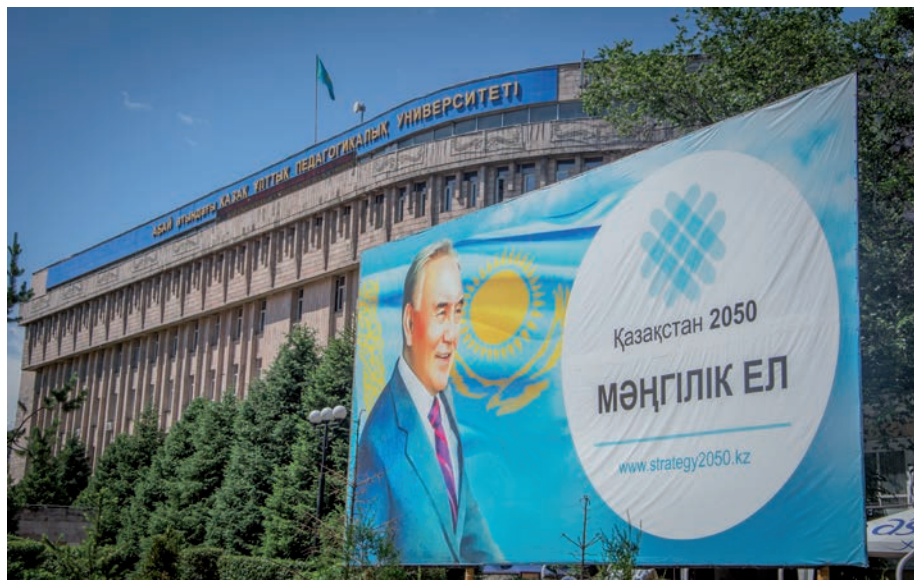
Soutenu par la population, le président kazakhstanais règne sans partage sur le pays depuis vingt-quatre ans, sans préparer ouvertement sa succession.

**R**éélu le 26 avril dernier avec un taux de participation de 95 % et plus de 97 % des voix, Noursoultan Nazarbaïev entame son 5<sup>e</sup> mandat consécutif à la tête de la République du Kazakhstan. Mais l'attention de la population et des chancelleries occidentales se porte aujourd'hui moins sur les conditions de ce scrutin que sur la question épineuse de sa succession. Miné par des problèmes de santé, le chef d'Etat n'a laissé émerger aucun dauphin.

Produit du régime soviétique, élu président du Kazakhstan par le Soviet suprême en 1990, puis au suffrage universel (98,7 %) le 1<sup>er</sup> décembre 1991, Nazarbaïev exerce depuis un quart de siècle une autorité sans partage sur un Etat qu'il a créé et consolidé. Il s'est taillé sur mesure un régime présidentiel absolu qui ignore la séparation des pouvoirs. De haut en bas de l'exécutif, toutes les nominations dépendent de lui et le pays ne compte aucun élu local. Fortement centralisée et procédurale, l'administration, toute-puissante, n'a aucun compte à rendre. La corruption y règne à tous les niveaux : le Kazakhstan est 126<sup>e</sup> sur 174 dans le classement établi par Transparency International.

## Justice corrompue

Après un virage autoritaire en 1995, la Constitution confie au chef d'Etat la nomination des membres du Sénat. Quant à la chambre basse du Parlement, le Majilis, elle est totalement dominée par le parti présidentiel Nour Otan (« rayon de soleil de la patrie » en kazakh). Les citoyens hésitent à faire appel à une justice corrompue et la situation de la presse s'est dégradée depuis la crise économique de 2008 : Reporters sans frontières a classé le pays 161<sup>e</sup> dans son classement



2014 de la liberté de la presse, alors qu'il occupait la 125<sup>e</sup> place six ans plus tôt.

## Père de la nation

Inutile donc de chercher au Kazakhstan la moindre trace de démocratie. Néanmoins, Noursoultan Nazarbaïev bénéficie d'un réel soutien dans la population. Le président kazakhstanais est parvenu à maintenir l'indépendance du pays, en louvoyant habilement entre les deux géants russe et chinois et en se rapprochant du camp occidental. Derrière son image de père de la nation, il a su s'ériger en garant de la paix et de la stabilité tout en préservant la coexistence entre les nationalités. La population lui sait également gré d'un taux de croissance moyen de 8 % entre 2000 et 2013, obtenu grâce à l'exploitation des ressources naturelles du pays et à une combinaison d'économie d'Etat et de libéralisme assumé. La famille Nazarbaïev et une poignée d'oligarques en ont profité pour s'enrichir dans son sillage. Dans ce cercle resserré, Noursoultan Nazarbaïev pioche

**Le portrait de Noursoultan Nazarbaïev devant l'université Abaï d'Almaty.**

*Luana Sarmini/Cuej*

les quelques conseillers qui participent à la prise de décision. Le Président garde toutefois le dernier mot et nul ne sait encore qui sera capable de résoudre l'équation posée par cet immense territoire et ses 130 nationalités, alors que la croissance montre des signes d'essoufflement.

**Maxime Battistella  
et Alexis Boyer**

## 1986

### Le 17 décembre, une émeute étudiante éclate à Almaty après la nomination du Russe Gennady Kolbin

en remplacement du Kazakh Dinmukhamed Kunayev, Premier secrétaire du Parti communiste kazakh depuis 1964. Les manifestations sont sévèrement réprimées, mais le nombre de morts reste toujours inconnu. Ces événements dits de « Jeltoqsan » (« décembre » en kazakh) se propagent au reste du pays. L'historiographie nationale fait de cet épisode le moment fondateur de la lutte pour l'indépendance.





# En Caspienne, le mirage de l'or noir

Le pétrole a attiré investissements et expatriés à Atyraou depuis quinze ans. Mais l'eldorado ne tient pas toutes ses promesses.

**A** l'extrême ouest du Kazakhstan, Atyraou, ville de 150 000 âmes, a des airs de station balnéaire. L'air marin fouette le nez dès la descente de l'avion. En centre-ville, l'impression se confirme. L'avenue principale, ornée d'hôtels de luxe, est sillonnée de grosses voitures.

C'est ici, sur les bords de la mer Caspienne, que se joue l'avenir économique du Kazakhstan. A 100 km au large, se trouve en effet le site pétrolier offshore de Kachagan. La plus importante découverte de ces trente dernières années. Une fois en service, le site devrait produire plus de 350 000 barils par jour. Sauf que l'exploitation est sans cesse repoussée. Même si le puits de Tengiz est toujours en activité, le retard pris par Kachagan conjugué à la chute du rouble et du baril de pétrole, a porté un coup à l'économie locale. Le long de la rive orientale du fleuve Oural, des chantiers de construction de nouveaux logements sont à l'arrêt.

Ernst est un Autrichien de 50 ans. Il est arrivé en 2005 à Atyraou, pour faire du « *business* » dans l'hôtellerie. En costume beige serré, dans le bar de l'un des dix hôtels qu'il possède dans la ville, il évoque avec beaucoup d'inquiétude la baisse d'activité économique : « *J'ai réduit 45% de mon personnel depuis deux ans. C'est beaucoup plus difficile aujourd'hui et je ne parle pas que pour moi.* »

## « J'ai perdu 40 % de mon salaire »

Pour étayer ses propos, Ernst donne rendez-vous au Petrovski, un bar branché de la ville. Steven, la cinquantaine, travaille pour une entreprise canadienne de sous-traitance de pétrole. Une quarantaine de personnes devraient y être débarquées dans les prochaines semaines : « *J'ai de la chance, on ne m'a pas viré, mais j'ai perdu 40% de mon salaire.* »



**En haut :**  
au bord de l'Oural, à Atyraou, les logements des expatriés et la raffinerie en arrière-plan.

**En bas :**  
quartier datant de l'époque soviétique.  
Luana Sarmini-Buonaccorsi/Cuej

Même chez les cadres supérieurs, le ralentissement économique se fait sentir. Zamil Mamedov, un Azerbaïdjanais de 45 ans, bavard, blagueur, reçoit à l'hôtel Renaissance, l'un des plus luxueux du centre-ville. Commercial dans l'entreprise américaine Now qui fabrique des vêtements pour les ouvriers du pétrole, il note depuis plusieurs semaines un changement de mentalité. « *On a perdu un quart de notre chiffre d'affaires l'an dernier. Avant, les compagnies ne négociaient pas les prix, maintenant si. Pour mon boulot, je suis obligé de partir régulièrement à l'étranger. Désormais, mes patrons me demandent de justifier tous mes voyages.* » S'il avoue craindre pour son emploi, pas question pour lui d'accepter une baisse de rémunération : « *Moi, si on me coupe mon salaire, je me casse direct. J'ai de l'ambition, j'ai les moyens de partir, je n'ai pas à me plaindre.* »

Yohann, 27 ans, est arrivé à Atyraou il y a un an, diplômé d'ingénieur en poche, en quête de l'eldorado du pétrole. Aujourd'hui il est chauffeur de taxi. >>>

>>> « C'est très difficile de trouver un emploi dans le pétrole. Je vais continuer de chercher un peu, mais sinon je partirai. » Garai, informaticien ouzbek de 25 ans, parcourt chaque jour depuis quinze ans, à bord de son 4x4 blanc, les quelques kilomètres qui séparent son domicile de son bureau. « Quand tu penses qu'Atyraou était un simple village de pêcheurs, et qu'aujourd'hui, avec la découverte du pétrole, c'est l'une des villes les plus riches du Kazakhstan... » Selon lui, ces dix dernières années ont totalement transformé la ville. « Il n'y avait qu'un seul pont pour traverser l'Oural. C'était un bordel énorme pour circuler. Aujourd'hui, il y en a quatre ou cinq. Il y a plus d'habitants mais le trafic est plus fluide. »

### « L'argent part à Astana »

Ernst a vu lui aussi sa ville s'enrichir depuis 2005. « Quand je suis arrivé, tu ne trouvais rien. Huile d'olive, sauces, il fallait tout chercher ailleurs. Aujourd'hui, l'économie s'est adaptée à l'arrivée des entreprises pétrolières. » Dans ses dix restaurants, tous les menus sont disponibles en anglais, russe et kazakh.

## 2011

### Le 16 décembre, à Janaozen, la police tire pour disperser des ouvriers

du pétrole qui manifestent sur la place centrale de la ville, alors que le pays fête les 20 ans de son indépendance. Au moins 15 personnes trouvent la mort dans les affrontements. Quelques mois plus tôt, en mai, un millier de salariés de la compagnie Oznmunaigas avaient été licenciés, après s'être mis en grève pour obtenir une revalorisation de leurs salaires.

S'il y a une chose qui agace par-dessus tout les habitants d'Atyraou, c'est de voir les richesses produites par l'industrie du pétrole investies ailleurs que chez eux. « L'argent du pétrole part à Astana, on aimerait bien qu'il reste un peu chez nous. La semaine dernière, il y a eu plusieurs jours de pluie. En quelques minutes, les rues étaient inondées. Aucun employé municipal n'était là pour nettoyer. C'est à des bénévoles de le faire », précise Garai. Une analyse partagée par Zamil :

« Les gens vont faire leurs courses en Russie. Tout y coûte 50% moins cher. »

Dans le centre-ville, les petits commerçants ne ressentent pas encore le ralentissement économique. Gainesfov Bauyrzhan, propriétaire d'une entreprise de lavage de voitures, assure : « Pour moi rien n'a changé ces derniers mois, les gens viennent toujours autant. » Une vendeuse de vêtements note même une légère amélioration. « Depuis plusieurs mois, ça marche mieux. C'est vrai qu'il y a un gros impact de l'industrie du pétrole sur notre ville. Mais pour moi ça ne change rien, mes clients ce sont les Kazakhs, pas les expatriés. »

Charles Thiallier

# La chute du baril plombe la croissance

L'économie du Kazakhstan souffre de la baisse du cours du pétrole et du retard accumulé dans l'exploitation de l'immense gisement de Kachagan.

C'est une blague récurrente dans le milieu du pétrole. Le gisement de Kachagan a été découvert sous la mer Caspienne à la fin des années 1990 et son exploitation aurait dû commencer en 2005. Elle a été repoussée une première fois à 2008. Puis finalement, c'est en octobre 2013 qu'elle est lancée, en grande pompe, en présence du président Noursoultan Nazarbaïev. Trois semaines plus tard, une fuite est détectée dans l'oléoduc. Tout s'arrête. Le redémarrage est repoussé aux calendes grecques. « On a toujours été à trois ans du début de l'exploitation », s'amuse Aynour<sup>1</sup>, une employée de la NCOC (North Caspian Opera-

ting Company), le consortium en charge de la mise en place des structures d'extraction de Kachagan.

### « La mer sera gelée »

Officiellement, tout devrait repartir fin 2016. « Ce sera l'hiver, la mer sera gelée... Il est peu probable que l'on démarre à ce moment-là », affirme

la jeune femme. Shell, membre du consortium, estime, dans son rapport 2014, que ce sera plutôt

2017. Sur place, les deux dates font gentiment sourire. Steven<sup>1</sup>, un ingénieur en mécanique travaillant dans une autre entreprise pétrolière de la région, parie sur un démarrage en 2019, « au plus tôt ».

Il faut dire que la situation à Kachagan est particulière : avec des réserves estimées à 16 milliards de barils, le gisement est l'un des plus grands du monde. Mais il est situé sous la Caspienne, à environ 4,5 km de profondeur, à des conditions de pression élevées. Le climat est rude, avec des températures allant de +40°C l'été à -35°C l'hiver. La mer, peu profonde, est gelée plusieurs mois par an. Il s'agit également d'un espace naturel protégé car très riche en esturgeons, dont on tire le caviar, d'où une kyrielle de normes à respecter pour les exploitants. Pour couronner le tout, le pétrole y est particulièrement concentré en sulfure d'hydrogène, un gaz corrosif, responsable de l'altération des oléoducs en 2013. « Il y a toujours du sulfure d'hydrogène dans

le pétrole. Personne ne pouvait prévoir une telle concentration à Kachagan, assure le professeur Arman Mukhamedyarov, du département de gaz et de pétrole de l'université technique kazakhe-britannique d'Almaty (KBTU). Il s'agissait d'un projet pilote, d'une tentative. Ce site est unique dans sa structure, il était impossible de savoir exactement à quoi s'attendre. » Un « accident de parcours », donc, selon cet ingénieur qui a lui-même participé au chantier de Kachagan, mais prend garde

ment compté sur l'exploitation du gisement géant de Kachagan dans ses prévisions budgétaires. Le gisement devait ajouter 30% à la production de pétrole du pays. Un chiffre considérable alors que son PIB dépend à 24% des exportations d'or noir. Ce manque à gagner se conjugue à la baisse du prix du baril de pétrole : vendu à 104,5 euros en juin 2014, il a plongé à moins de 50 euros en janvier 2015, pour stagner entre 60 et 70 euros ces derniers mois. Or, selon le FMI,

est devenu beaucoup moins cher pour les Kazakhstanais d'aller faire leurs achats en Russie. Des voitures, évidemment, mais aussi des produits du quotidien. » Au cours des trois premiers mois de 2015, les Kazakhstanais ont acheté 328 000 véhicules (neufs et d'occasion), faisant grossir le parc automobile de 8,2%. Des achats concentrés à Pavlodar, une ville proche de la frontière russe.

### L'argent du Fonds souverain à la rescousse

Pour lutter contre le ralentissement de l'économie, le président Nazarbaïev a annoncé dans un discours de novembre 2014, intitulé « Nourly Jol » (la voie vers l'avenir), le recours au Fonds souverain national, alimenté par les revenus fiscaux du pétrole. « L'une des principales tâches de ce fonds national est de renforcer la stabilité de notre économie face aux chocs externes, y compris lors des baisses des prix des ressources naturelles. (...) Le moment où nous aurons besoin d'utiliser ces ressources est venu. » Le montant disponible dans ce fonds s'élèverait actuellement à 69 milliards d'euros, dont 5 milliards d'euros sont déjà alloués à différents projets d'infrastructures – essentiellement de transports et d'aide aux PME.

En revanche, les projets de diversification de l'économie, nécessaires pour réduire la dépendance du pays au pétrole, se trouvent fortement compromis. Un second fonds souverain, celui de Samrouk Kazyna, chargé précisément de moderniser et de diversifier l'économie, est alimenté par les profits des grands monopoles d'Etat (électricité, gaz et pétrole, transports ferroviaires, télécoms et poste) et souffre naturellement de la crise. Certes, le Kazakhstan est toujours loin du gouffre. Mais la « société de bien-être » appelée de ses vœux par le président Nazarbaïev n'est pas encore d'actualité. L'horizon de développement, fixé à 2030 en 1997, a été discrètement repoussé à 2050.

**Luana Sarmini-Buonaccorsi**

*'Les prénoms ont été modifiés.*



de préciser qu'il ne dira rien qui ne soit déjà sorti dans la presse. « Evidemment, on sait qui est responsable des erreurs techniques, admet de son côté Steven. Mais personne ne le dira ouvertement. On tient à nos emplois. »

### Très chère exploitation

Cet incident ne repousse pas seulement la date du début de l'exploitation du site, il provoque une nouvelle explosion des coûts du chantier, déjà cinq fois supérieures aux projections de 2000. Officiellement, à Kachagan, 45 milliards d'euros ont déjà été investis par la NCOC. Certains parlent de 54 milliards, CNN World de plus de 100 milliards, le FMI de 136. Mais cela n'affecte pas uniquement le milieu des entreprises pétrolières. Astana avait large-

**Les hôtels luxueux construits à Atyraou pour les expatriés des entreprises pétrolières se vident avec la crise.**  
Luana Sarmini-Buonaccorsi/Cuej

il faudrait un baril à 60 euros pour équilibrer le budget du Kazakhstan, et, à moins de 82 euros, sa balance des paiements reste dans le rouge.

« Nous sommes dans un contexte de baisse générale du prix des matières premières, explique Nadeem Naqvi, enseignant américain à l'université Kimep d'Almaty. Le Kazakhstan exporte également du blé et du cuivre, tous deux largement dépréciés sur les marchés. » Le 19 mai dernier, le FMI a estimé la croissance du Kazakhstan à 2% en 2015, contre 4,3% en 2014 et 6% en 2013. A cela s'ajoute la dévaluation du rouble russe qui a perdu 45% face au dollar américain en 2014, obligeant le tengge, la monnaie locale, à se dévaluer de 19%. Ce qui entraîne une fuite de la consommation intérieure : « Il



## L'industrie lourde fait grise mine

Terre d'acier et de charbon, la région de Karaganda et de Temirtaou souffre de la crise, malgré la reprise de la filière sidérurgique par l'Indien Mittal en 1996.

**S**hakhan, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Karaganda, se dresse comme une île au milieu de la plaine, interminable. A l'entrée du village, des immeubles vides, délabrés. D'autres, toujours habités. Des conduits rouillés, noircis, grimpent sur les façades. Ici, on se chauffe toujours au charbon. Plus loin, des petites maisons très modestes, aux toits de tôle. L'histoire de cet oblast (unité administrative) est écrite à la suie et la région, autrefois porte-étendard de l'industrie soviétique, peine aujourd'hui à trouver sa place dans un monde globalisé.

Depuis des années, de nombreuses familles ont préféré quitter le village. « *Après l'indépendance du Kazakhstan, la population est passée de 20 000*

*à 8 000 personnes* », raconte Alla, 32 ans, fille d'un ancien mineur. A l'époque, plus de la moitié de Shakhan travaillait sous terre. Aujourd'hui, ces actifs ne représenteraient pas plus de 20 % des habitants. A ce chiffre, il faut ajouter les retraités des mines, toujours présents dans le village. En 1996, Mittal, le géant indien de l'acier, est devenu le nouveau maître de l'industrie lourde dans la région, un an après la privatisation de l'ancien combinat sidérurgique soviétique.

**« Ce travail est trop dur pour les jeunes. Après quelques années, ils partent. »**

La firme y possède huit mines de charbon et une de fer.

Au temps de l'URSS, l'extraction du minerai était liée aux promesses de progrès. Le mineur était un héros, participant à la consolidation du socialisme. A Karaganda, cette image est toujours présente sur les murs de la ville. Surplombant le

**En haut :**  
la mine de Tentenskaya.  
**Sur la page de droite, en bas :**  
le siège social d'Arcelor Mittal à Karaganda.  
*Manuel Fritsch/  
Cuej*

bâtiment du département de la culture, la statue de l'un d'eux côtoie celle d'un soldat, d'un musicien ou d'une mère de famille. On le retrouve gravé sur plusieurs façades, près de l'akimat (la mairie). Sur la place centrale, un monument glorifie le mineur kazakh, soulevant à bout de bras un énorme bloc de charbon, assisté par un Russe. L'évolution démographique, en revanche, témoigne de la fin de cette époque glorieuse. La population de la région aurait été divisée par deux en vingt ans.

### La fierté ternie

Les ouvriers de Shakhan sont partagés entre nostalgie et fierté. Andrej, 48 ans, père de trois enfants, travaille sur l'un des sites les plus actifs, Shachtinskaya, qui produirait plus d'un million de tonnes de charbon par an.

« Mon père a travaillé pendant 45 ans sous terre, raconte-t-il. Moi, depuis bientôt 30 ans. Les conditions sont meilleures aujourd'hui que sous l'Union soviétique. Nous sommes protégés grâce aux syndicats. Je suis fier de mon métier. » Il assure gagner un confortable salaire et considère que la privatisation a amélioré la sécurité. Mais dans les tunnels, le danger est toujours présent malgré les améliorations technologiques. « Bien sûr, j'ai peur des coups de grisou, mais si tu ne veux pas avoir peur, tu ne fais pas ce métier. » Ses propos font écho à l'explosion de la mine d'Abayskaya, en 2008, encore dans tous les esprits. Elle a coûté la vie à 30 personnes. Aujourd'hui, le site est fermé. Le mineur note aussi l'amélioration du niveau de vie des travailleurs durant la période post-soviétique. « Dans les années 1990, il y avait quelques problèmes avec les salaires. Ça a pris fin avec le rachat de l'industrie. » Après ces paroles rassurantes, Andrej tient à préciser: « Il faut faire attention à ce qu'on dit, à cause de la direction. »

Anatoli, 58 ans, père de deux enfants, a pris sa retraite anticipée il y a un mois. Il travaillait dans la mine de Tentenkskaya. Vingt-cinq ans de labeur souterrain ont détruit son dos. Lui se sent abandonné par les autorités. Sa pension ne s'élève qu'à 70 000 tenge (350 euros) par mois. « Dans les années 80, être mineur, c'était un bon travail.



**En haut:** Anatoli, ancien mineur de Shakhan. **En bas:** Marat Mirgayazov, et Viktor Schetinin, syndicalistes. M.F. et G.P./Cuej

ouvriers en Russie, où il est possible de s'arrêter de travailler à 55 ans pour une femme, et 60 ans pour un homme. Quant au salaire, il ne suffit pas à retenir les nouvelles générations. Chez Arcelor Mittal, un mineur gagnerait environ 160 000 tenge (800 euros), et pourrait monter jusqu'à 280 000 (1 400 euros) selon les qualifications. Malgré ces sommes relativement confortables, « ce travail est trop dur pour les jeunes, explique le syndicaliste. Même s'ils semblent intéressés au début, après quelques années, ils partent ».

En dépit de la fermeture de trois mines autour

de Shakhan ces dernières années, les habitants se montrent très optimistes. Pour eux, l'avenir n'est pas sombre. Ils mettent en avant les millions de tonnes de charbon qui dorment dans le sol kazakhstanais. A leurs yeux, une réserve infinie. Le minerai de Karaganda continue d'alimenter les hauts fourneaux de Temirtaou, située à une vingtaine de kilomètres plus au nord. Berceau historique de la métallurgie soviétique à partir des années 1940, la ville abrite l'une des plus grosses aciéries du monde, elle aussi propriété de Mittal depuis 1996. Ses immenses cheminées crachent de la fumée noire visible à des kilomètres à la ronde. Au milieu du site d'Arcelor, cachée derrière une abondante végétation, une statue de Lénine rappelle >>>

## 1996

### Le géant de l'acier Mittal reprend le combinat métallurgique et installe son siège à Karaganda

(photo ci-dessous). La reprise en main améliore la situation d'un secteur désorganisé et en souffrance depuis l'indépendance du pays. Mais la récente chute du rouble russe et les frais considérables de transport, qui ont rendu l'acier kazakh trop cher à l'échelle internationale, font craindre pour l'avenir.





**Une cité ouvrière à Shakhan et le monument en hommage aux trente victimes d'un coup de grisou dans la mine d'Abayskaya en 2008.**

M.F. et G.P./Cuej

>>> l'époque où l'industrie lourde était l'un des piliers du régime soviétique. En 1989, l'usine produisait près de 6 millions de tonnes d'acier par an. Un chiffre beaucoup plus modeste désormais : environ 3,5 millions. Le président kazakhstanaï, Noursoultan Nazarbaïev, y a été ingénieur métallurgiste. Un épisode largement relayé dans sa biographie et dans l'histoire officielle, qui lui a permis de se faire une place au sein du parti communiste.

Olessia, une jeune fille de 29 ans, a grandi à Temirtaou dans une famille ouvrière. « Vous n'imaginez pas à quoi ressemblait la ville dans les années 1990, se souvient la jeune fille. L'électricité coupait tout le temps, les gens avaient froid. Ils allumaient des feux dans la rue pour se réchauffer et faire la cuisine. Certains avaient du mal à se nourrir, ne mangeaient que des pommes de terre. Grâce à Nazarbaïev, ça va beaucoup mieux. Je le soutiens totalement. »

Malgré l'amélioration du niveau de vie pour les ouvriers, depuis 2008, les difficultés économiques

**« Grâce à Nazarbaïev, ça va beaucoup mieux. Je le soutiens totalement. »**

## Le Karlag, l'horreur du goulag

Terre de charbon et d'acier, Karaganda a aussi été le théâtre de la pire dérive de la doctrine stalinienne. Dès 1931, un des principaux camps du goulag y est installé, abritant jusqu'à 66 000 prisonniers sur un territoire grand comme la Suisse. On estime que durant plus de vingt ans, 800 000 personnes y ont été déportées, la plupart pour des raisons politiques, étiquetées comme « ennemis du peuple ». Originaires d'URSS, mais aussi d'Allemagne, de Corée ou du Japon, ces « Zeks » étaient condamnés au travail forcé dans les champs ou les usines, par des températures extrêmes. Nombre d'entre eux y moururent de faim, de maladie ou exécutés sommairement. Les femmes et les enfants étaient eux retenus dans le camp d'Alzhir, à une vingtaine de kilomètres d'Astana. Après la mort de Staline, en 1953, le Karlag a été progressivement vidé de ses prisonniers puis fermé définitivement en 1959. Depuis 2002, l'ancien siège de l'administration abrite un musée.

G.P. et M.F.



**Vidéo**  
Mémoire  
du Karlag



s'accroissent pour Arcelor Mittal Temirtaou. Une situation liée aux multiples dévaluations du rouble russe, à la localisation géographique du site peu avantageuse et à la crise financière. Dans l'obligation de devenir plus compétitive, l'entreprise a supprimé 5 500 postes ces deux dernières années, tout en voulant augmenter la production.

En 1995, lors de la privatisation, selon le syndicat Jaktau, on comptait 28 000 ouvriers. Aujourd'hui, ils ne seraient plus que 14 000. La direction a retardé plusieurs fois le paiement des salaires, entraînant des actions en justice et des protestations. La dernière grève date de 2012.

Pour Viktor Schetin, responsable du syndicat Jaktau, « avec la fin de l'Union soviétique, des marchés ont disparu. Donc logiquement, la production a diminué ». Il confie également ses inquiétudes pour l'avenir de l'industrie de l'acier : « Cet hiver a été rude pour les ventes. Ce printemps, ça allait un peu mieux, notamment grâce à l'ouverture du marché iranien. » En janvier 2015, par décret, la direction a décidé de ne payer que 75% des salaires des mineurs d'Orken et de Kurylysmet. L'entreprise a finalement réglé les 25% restants deux semaines plus tard, cette décision ayant été jugée illégale par le procureur. Sous la pression de la multinationale, le gouvernement a consenti à verser plus de 4 milliards de tenge pour éviter les coupes de salaire. Cette aide correspond à une partie de la somme réclamée par Arcelor Mittal, qui se plaint d'avoir payé trop de taxes. Tout comme d'autres grandes firmes, elle bénéficie de tarifs préférentiels pour le transport ferroviaire. L'Etat, malgré les discours sur la modernisation du pays, est aujourd'hui conscient du défi que représente la loi du marché pour son industrie lourde. Autrefois protégée par la planification économique, elle est aujourd'hui exposée à la concurrence mondiale.

**Alfiya Aimakova, Zarina Faizdrakhmanova  
Manuel Fritsch, Aigerim Kudaybergenova  
et Gabriel Pornet**

# L'écologie en trompe-l'œil

Vitrine politique à l'international, le développement durable intéresse peu la population.

**L**e Kazakhstan espère être sous le feu des projecteurs le 31 juillet. Le Comité international olympique annoncera, qui d'Almaty ou de Pékin, accueillera les Jeux olympiques d'hiver de 2022. La désignation de la ville kazakhstanaise représenterait une victoire pour le pays, qui fait moderniser ses infrastructures sportives pour l'occasion. Pour éviter les critiques internationales, Almaty veille au respect de l'environnement. La construction d'une station de ski dans la vallée de Kok-Jailau, qui aurait détruit une partie du parc naturel Île-Alatau dans la chaîne de montagnes bordant la ville, a été suspendue.

La protection de l'environnement semble relever davantage d'une tactique politique que d'une véritable sensibilité pour les questions d'écologie. Abelgazy Kussainov, l'un des trois candidats à l'élection présidentielle d'avril 2015, avait choisi d'axer sa campagne sur la nécessité d'opérer une transition vers un modèle de développement durable – il n'a recueilli que 0,7% des voix. A Almaty, les

habitants restent interloqués lorsque l'on parle de l'environnement. « *Les gens ne se sentent pas concernés par cette question* », reconnaît Gyuzel Kamolova, journaliste à *Tengrinews*.

Le pays reste pourtant traumatisé par une série de désastres écologiques, qui remontent à la période soviétique. Le Kazakhstan était le terrain d'essais nucléaires de Moscou. L'une des premières grandes mesures de Noursoultan Nazarbaïev a été de fermer, le 29 août 1991, le polygone atomique de Semipalatinsk. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'URSS y a procédé à 456 explosions de bombes atomiques à uranium et à hydrogène, entre 1949 et 1989. Cinq des 116 tests menés dans l'atmosphère et 30 des 340 tests souterrains ont laissé échapper du plutonium et des gaz radioactifs dans l'air. Rebaptisée Semey, la ville présente encore, vingt-six ans après, de nombreux cas de cancers et la mortalité infantile y reste anormalement élevée.

## La mer d'Aral et le lac Balkhach menacés

L'autre grande catastrophe écologique concerne la mer d'Aral, classée « zone de désastre écologique » en 1992 par les Nations unies. Quatrième plus grand lac mondial il y a encore une cinquantaine d'années avec 67 300 km<sup>2</sup>, elle a perdu 9/10<sup>e</sup> de sa surface. En cause : les ponctions d'eau pour les champs de coton cultivés dans les steppes désertiques. Pour lutter contre l'assèchement de la partie nord du lac, surnommée la « Petite Mer », le Kazakhstan a fait construire en 2005, avec le soutien de la Banque mondiale, une digue longue de 17 kilomètres afin que les eaux provenant du Syr-Daria ne s'écoulent pas vers le sud — abandonnant à son sort la partie partagée avec l'Ouzbékistan.

Plus récemment, l'affaire du village de Kalachi, dans le nord du pays, a défrayé la chronique. Depuis 2010, les habitants sont victimes de vertiges, d'hallucinations et de perte de connaissance pendant plusieurs jours. Les autorités locales affirment qu'il s'agit de maux liés à une exposition au radon, un gaz cancérigène issu des mines d'uranium.

Si le pouvoir a vivement critiqué les actions soviétiques, cela ne l'empêche pas de répéter les mêmes erreurs avec le deuxième plus grand lac du Kazakhstan, le lac Balkhach, région la plus polluée du Kazakhstan

**Vingt-six ans après les derniers essais nucléaires, la mortalité infantile reste élevée.**

d'après une étude réalisée par des écologistes tchèques. De nombreux barrages ont été construits sur ses affluents pour les besoins de l'irrigation, le menaçant d'assèchement. La Chine détourne également l'eau de l'autre côté de la frontière pour ses 22 millions habitants du Xinjiang. Les rejets de l'usine métallurgique construite sur ses rives aggravent par ailleurs l'état de ses eaux, entraînant la disparition des poissons.

Et sans pitié pour le paysage, une ligne de chemin de fer à grande vitesse enjambra au printemps 2017 le lac pour relier Astana à Almaty en cinq heures, au lieu de treize heures actuellement.

**Hélène Deplanque,  
Célia Garcia-Montero  
et Laurine Personeni**

## 1991

**Le 29 août, à peine élu, Noursoultan Nazarbaïev ordonne la fermeture du polygone atomique de Semipalatinsk.** De 1949

à 1989, l'URSS a fait exploser 456 bombes atomiques à uranium et à hydrogène. Les retombées des essais nucléaires auraient affecté la santé de centaines de milliers d'habitants.



**Diaporama**  
Baïkonour,  
l'aventure spatiale

## Sous terre, tout le tableau de Mendeleïev

Si la steppe kazakhstanaise est aride, son sous-sol regorge de ressources minérales. Le pays détiendrait 95% des éléments de la classification de Mendeleïev, tableau périodique des éléments chimiques connus. Il dispose des secondes réserves mondiales d'uranium et de considérables gisements d'argent, de cuivre, d'or, de charbon et de fer. Il se place également parmi les 10 premiers producteurs mondiaux de zinc, de titane, de manganèse, de chrome de fer. Son sous-sol est par ailleurs riche en métaux rares et stratégiques comme le béryllium, le tantale, le rhénium ou le tungstène, indispensables dans l'industrie aéronautique, la haute technologie, le nucléaire et l'électronique. Si l'exploitation des hydrocarbures et de l'uranium progressent, celle de minerai de fer, de zinc ou de plomb tend à baisser. Parmi les raisons de cette diminution, l'épuisement des mines actives et le sous-investissement dans l'exploration de nouveaux sites.



# A cheval entre deux époques

La collectivisation des terres et des troupeaux, imposée par Moscou en 1930, avait été fatale au mode de vie des nomades. Après la chute de l'URSS, la transition a de nouveau été difficile pour les éleveurs des steppes.

L'Union soviétique a sonné le glas de la société nomade du Kazakhstan. Mais l'effondrement de l'URSS et la décollectivisation des années 1990 n'ont pas conduit à son renouveau. La steppe n'est plus parcourue que par des bergers et leur troupeau, dont le déplacement se limite à une boucle réalisée sur deux saisons, l'hiver dans la steppe et l'été dans les pâturages.

À l'origine de ce bouleversement culturel : la collectivisation de 1930. Le cheptel des communautés nomades kazakhes est alors décimé par le pouvoir soviétique afin d'alimenter en viande les grandes villes de l'URSS. Sur près de 40 millions de têtes,





**A gauche et au centre en haut :**  
la période de la tonte, en mai,  
avant la transhumance.

**Au centre en bas :** à Chiene,  
la famille Duissenbaev avec  
un ouvrier agricole embauché  
pour tondre son cheptel de  
800 moutons.

**A droite :** Séit gère  
des troupeaux d'une vingtaine  
de familles du village.

*Julien Pruvost/Cuej*

80 % disparaissent de 1930 à 1932. Il en va de même pour les ressources céréalières. De nombreuses émeutes et révoltes ont lieu, sévèrement réprimées.

### **50 % des Kazakhs meurent de faim**

Puis la grande famine s'abat, qui tue près de 50 % de la population kazakhe et pousse à l'exil plus de 600 000 autres. Professeur d'histoire à l'Université Al-Farabi d'Almaty, Talas Omarbekhov la compare au Grand Malheur (*Aqtaban Choubouryndy*), terme qui renvoie aux invasions djoungares des années 1730. « Au XVIII<sup>e</sup> siècle, près d'un million de Kazakhs sont morts lors de massacres et de batailles. La grande famine de 1930 a, elle, fait près de deux millions de morts », explique-t-il.

« La sédentarisation des nomades n'était pas programmée par l'Union soviétique, elle est plutôt une conséquence de la collectivisation, souligne Isabelle Ohayon, chercheuse au Cercec, le Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen, auteure d'une thèse sur le nomadisme en Asie centrale. Sans bétail, les éleveurs ont été sédentarisés de fait. Quant aux survivants

de la famine, ils ont intégré les kolkhozes. »

En 1932, une nouvelle direction locale lance un programme massif d'achat de bêtes à l'étranger pour recomposer les cheptels disparus. Objectif : relancer l'agriculture et l'élevage kazakh en se basant sur le pastoralisme transhumant. Pour prévenir de nouveaux épisodes de famine, les autorités assouplissent la collectivisation.

### **Après le kolkhoze, le bétail est réparti**

Berger retraité depuis peu et vivant à Chiene, à deux heures à l'ouest d'Almaty, Zagotaly Duissenbaev se souvient qu'il a pu détenir une centaine de moutons en dehors de ceux qu'il gérait pour le kolkhoze de son village. « Ce petit cheptel me permettait de subvenir aux besoins de ma famille pendant les moments difficiles », souligne-t-il.

Après l'indépendance du Kazakhstan, en 1991, il faut attendre 1997 pour que le kolkhoze de Chiene soit démantelé. Le bétail est réparti entre les différents membres de la ferme, en fonction de leur position hiérarchique. Erkine, le fils de Zagotaly, reçoit 70 moutons et 10 chevaux. Aujourd'hui, il dirige un élevage de plus de 800 têtes qu'il >>>

### **Le kolkhoze de Chiene n'a été démantelé que six ans après l'indépendance.**

>>> fait paître sur ses 120 hectares de terre : « La transition a été difficile. Nous avons dû revendre une partie de notre bétail pour pouvoir nourrir l'autre. Nous sommes partis de zéro, sans capital, mais nous avons quand même réussi à passer le cap. »

Berkine Ibraguimov et sa famille, eux, se sont installés en 2011 à près de 1800 mètres d'altitude, dans la montagne Souïktobé qui surplombe Chiene. Depuis, les affaires tournent bien, mais il ne peut évoquer le passé sans une pointe de regret : « Même si avant, tout était collectif, tous les mois nous recevions un salaire et le kolkhoze fournissait la nourriture des animaux, explique le berger de 54 ans. Cela nous permettait de vivre plus confortablement, de façon stable. » Une nostalgie de la période soviétique bien éloignée du mythe du fier nomade parcourant les steppes à cheval.

Julien Pruvost et Togzhan Sadygoul

## 1931

**Un million et demi de Kazakhs périssent lors d'une famine généralisée.**

De 1929 à 1933, l'économie pastorale kazakhe est bouleversée par un plan de collectivisation totale du cheptel, le plus important d'URSS. Sans troupeau, les éleveurs sont forcés d'abandonner leur mode de vie nomade. Des récoltes particulièrement mauvaises, combinées aux exigences de Moscou qui prélève une part considérable des céréales et de la viande, déciment la population du pays.



La famille Ibraguimov vit dans la montagne depuis 2011.

# « Il fait encore trop frais pour monter dans les alpages »

Aujourd'hui salariés, les bergers vivent la moitié du temps à la ferme et pratiquent la transhumance, lointain souvenir du nomadisme de leurs ancêtres.

Il est près de neuf heures et la steppe baigne dans une lumière diffuse. Les bergers du village de Chiene, dressés sur leurs montures, emmènent paître leurs troupeaux de moutons. Le paysage est quasi désertique. Au nord de ce bourg de 3000 habitants, des centaines d'hectares vallonnés. Au sud, la montagne Souïkhtobé, qui culmine à 3000 mètres. Dans la steppe, des yourtes, reliquats du passé nomade. Les coquelicots ajoutent quelques touches de couleur à la monochromie du paysage.

À vingt minutes en 4x4 de Chiene, une ferme construite en dur. Séït Ekeïbaev possède un cheptel de 327 bêtes, composé en grande partie de moutons, mais aussi de vaches et de chevaux.

Comme les autres bergers du village, il s'apprête à partir en transhumance d'été et à rejoindre le *jailaw*, les pâturages sur les flancs du Souïkhtobé. « Il fait encore trop frais pour monter dans les alpages, explique le berger moustachu. Nous devrions partir d'ici la mi-juin, une fois la tonte des moutons terminée. »

**Un rituel de transhumance bien rodé**

Les troupeaux changent de pâture quatre fois dans l'année. Leurs bergers ne se déplacent pas en communauté comme les anciens nomades, mais sont accompagnés de leur épouse. Leur yourte, la *khi-zoui*, est toujours utilisée lors des transhumances,



même si elle peut désormais être achetée en kit dans des marchés de gros.

Une casquette blanche sur la tête, la peau tannée par le soleil, Séït raconte qu'il a d'abord été chauffeur de camion. Après avoir été à l'école soviétique de son village, il a effectué son service militaire de 1971 à 1973. Avec sa femme Altynkil, ils n'ont rejoint les steppes que sept ans plus tard, peu après la mort de son père. « *Même si c'était le travail de ma famille depuis toujours, je ne connaissais pas leur savoir-faire, je me suis donc formé sur le tard, pour nourrir mes six enfants* », explique ce père de 63 ans. Il est désormais salarié d'une société privée détenue par 460 familles vivant à Chiene. Ces dernières confient la gestion de leur bétail à une vingtaine de bergers. Séït s'occupe de celui de vingt familles en plus du sien, ce qui lui fait au total un cheptel de près d'un millier de têtes à gérer. La rémunération mensuelle de 1000 tenge (5 euros) par tête de vache, 200 par cheval et 150 par mouton lui semble suffisante pour subvenir aux besoins de sa famille, et surtout payer les études de ses enfants à Almaty. « *J'aime mon métier, mais je ne souhaite pas que mes enfants prennent le relais* », assure, catégorique, le sexagénaire.

A quelques kilomètres de là, un troupeau de moutons est conduit par un cavalier. Le beau-frère de

**Les bergers des steppes utilisent toujours chevaux et yourtes pour la transhumance. Ils possèdent néanmoins du matériel moderne.**

*Photos J.Pruvost/Cuej*

Séït, Galim Koussainov, et son épouse Altyn vivent d'ores et déjà dans leur *khiz oui*. Non loin de là, un cours d'eau permet d'abreuver le troupeau durant la période des naissances qui a débuté courant avril pour se terminer en juin. Galim est payé par un éleveur indépendant pour s'occuper de son bétail. À l'intérieur de la yourte, son épouse prépare du thé au lait et des pâtisseries traditionnelles. Des tapis muraux sont accrochés aux traditionnels battants en bois servant d'armature, les *keregué*. Formant des croisillons, ils sont tous reliés à la

roue sommitale, la *chanyrak*. En servant son mari, Altyn explique que « *le plus dur dans notre travail, c'est de ne pouvoir voir ses enfants qu'une seule fois par semaine, le week-end. Le reste du temps ils sont à l'internat, à Chiene* ». En juin, ils poursuivront leur boucle annuelle, répartie en quatre étapes. Ils resteront en altitude jusqu'en octobre, période de reproduction des animaux.

Rassasié, Galim sort de sa *khiz oui* et se dirige vers son cheval bai, attaché à l'enclos, derrière la yourte. Il met le pied à l'étrier en un mouvement vif et précis, lance sa monture au trot sur la colline, puis en un coup de cravache part au galop. Ce n'est plus qu'un point lointain qui disparaît derrière l'un des innombrables monts de la steppe.

**Julien Pruvost et Togzhan Sadygoul**





## Le pain quotidien, à chacun selon ses moyens

Élément majeur du repas, le pain évolue avec la société : pâtisseries françaises côtoient désormais les galettes traditionnelles sur les étals des boulangeries.

**B**aguettes, croissants, pains traditionnels, pâtisseries... Dans la petite boulangerie Cosmo, rue Al-Farabi, le choix ne manque pas sur les étals et dans les rayonnages. Située à quelques mètres du centre commercial Mega, la boulangerie ouverte il y a trois ans a pignon sur rue. « *A la fin de la journée, il ne reste jamais rien* », se réjouit Bolat Koishibaev, le gérant. Sur la terrasse ensoleillée du magasin, les habitués prennent leur café tout en dégustant un croissant. Tout ce qui est vendu ici est fait maison. « *Un gage de qualité* », selon le gérant de 51 ans. Ce pâtissier de formation, dans la restauration depuis trente-six ans, se targue d'utiliser « *la technologie et le savoir-faire français* » pour la fabrication de ses pains et viennoiseries.

### A tous les coins de rue

Le pain a toujours occupé une place importante dans les habitudes alimentaires des Kazakhs-tanais. Mais depuis l'indépendance, la façon de le consommer a complètement changé. La suppression des « cartes de pain » — sorte de ticket de rationnement — et la privatisation des usines d'État en 1996 ont permis

une grande diversification de l'offre. Du bazar au petit commerce, en passant par la grande surface ou les boulangeries, le pain se trouve à tous les coins de rue.

À 150 tenge la baguette, (0,75 centimes d'euros) le pain du Cosmo est « *bon marché* ». Pas de quoi réaliser une marge exceptionnelle : « *Le profit que l'on réalise n'est pas si important, comparé aux autres affaires que j'ai pu avoir auparavant* », explique le gérant. Bolat Koishibaev songe à développer une gamme de pains et viennoiseries pour la grande distribution.

Pour l'heure, le leadership sur ce marché revient à l'usine d'Askay Nan. Fondée en 1987, durant la période soviétique, la fabrique de pain s'est modernisée au moment de l'indépendance. Au cœur de la ville, Aksay Nan emploie aujourd'hui un millier de personnes pour une production de 150 tonnes de pain par jour. De quoi alimenter les rayons de tous les centres commerciaux et supermarchés de la ville. Partout on peut y voir les emballages rouges flanqués du logo au nom de l'usine. Au total, plus d'une cinquantaine de variétés de pains, brioches et autres croissants sont

**Dans la boulangerie d'Ulikbek Boltaqbaev, à Alataou, le choix se limite aux naans ou aux samsa.**

*Hélène Deplanque/Cuej*

proposées par Aksay Nan.

L'expansion du marché attire les entrepreneurs étrangers. En plein centre-ville, La Tartine, une boulangerie française ouverte en août 2011, vise une niche de clients aisés, avec une baguette parisienne à 350 tenge (1,75 euros). Trois fois plus que le prix du pain local. Un coût justifié pour Alexandre Houdebine, le gérant du magasin. Car si le pain s'achète un peu partout, « *le problème c'est principalement d'en trouver du bon* », analyse le gérant français. La stratégie commerciale de La Tartine est donc d'offrir « *de bons produits* ». Tout est ainsi importé directement de France. Fort de son succès, une deuxième boulangerie ouvrira ses portes dans les prochaines semaines au sein du centre commercial Mega, à deux pas de l'enseigne de Bolat Koishibaev.

Si en centre-ville la production de pain s'est adaptée aux nouvelles règles de l'offre et de la demande, il n'en va pas de même en périphérie. Dans le district d'Alataou, à environ une heure du centre-ville d'Almaty, la vie s'apparente davantage à celle de la campagne. Dans cet ancien sovkhoze — ferme d'État soviétique — au pied des montagnes,



**Un silo à grains de l'époque soviétique, près d'Almaty. Ici, le blé sert à nourrir les bêtes. La farine pour le pain est produite en majorité dans le nord du pays.**

Hélène Deplanque/  
Cuej

les vieilles bâtisses de l'époque côtoient des maisons neuves.

### Une aubaine pour les fournisseurs de farine

La boulangerie d'Ulikbek Boltabaev, 37 ans, se perd au milieu des habitations. Accoudés au comptoir de la devanture donnant sur la rue, les habitants du quartier viennent chercher leur pain. Ici, pas de choix débordant. La pièce principale abrite les fours de cuisson. Dans un énorme chaudron, appelé « four de Tandyr », de grosses boules

de pain — des samsa — finissent de dorer, accrochées aux parois du four. A côté, le naan, un pain traditionnel ouzbek en forme de galette épaisse, cuit rapidement dans une cuve. Au fond de la boulangerie, dans la cuisine, trois employés s'activent pour pétrir la pâte. Chaque jour depuis quatre ans, Ulikbek Boltabaev et ses collègues produisent entre 150 et 200 pains à moins de 100 tenge l'unité (50 centimes d'euros). Le boulanger s'approvisionne en farine sur les différents marchés de la région : « Nous n'avons pas

de fournisseurs particuliers. Le Kazakhstan est l'un des meilleurs pays en terme de production de farine, explique-t-il. Elle est de bonne qualité partout. »

Ulikbek Boltabaev ne parle pas de bénéfices ni de profits. Pour lui, s'il n'y a plus de pain à la fin de la journée, c'est que celle-ci a été bonne. Son commerce lui suffit et lui permet de vivre avec 35 000 à 40 000 tenge par mois (entre 175 et 200 euros).

**Almas Akhmetsharip,  
Hélène Deplanque  
et Laurine Personeni**

## 1953

**Nikita Khrouchtchev, Premier secrétaire du Parti communiste, lance la campagne dite des « terres vierges ».**

Le plan, sous la supervision de Leonid Brejnev, vise à cultiver 40 millions d'hectares et à faire des steppes kazakhes le grenier de l'URSS. En six ans, 2 millions de volontaires affluent dans le pays. Les rendements, importants les premières années, restent inégaux, et la surexploitation des terres entraîne de nombreux problèmes écologiques.

### Une grande puissance céréalière

Sixième producteur mondial de céréales et premier exportateur de farine, le Kazakhstan se positionne comme une puissance céréalière. Avec ses 24 millions d'hectares de terres, près de deux tiers des surfaces agricoles en Asie centrale, l'ancien grenier à blé de l'Union soviétique est le deuxième pays au monde pour la disponibilité en terres arables par habitant. Sur les 17 millions d'habitants, 47 % vivent à la campagne. C'est principalement dans le nord du pays, près d'Astana, la capitale, que se concentrent les immenses champs de blé, qui représentent près de 90 % des récoltes de céréales.

En 2014, le Kazakhstan a produit plus de 13 millions de tonnes de blé dont 6,5 millions ont été exportées. Ses proches voisins, l'Ouzbékistan,

le Tadjikistan, le Kirghizistan, le Turkménistan et l'Afghanistan sont ses principaux clients ainsi que la Russie et la Chine. L'Iran, l'Azerbaïdjan et la Turquie importent également du blé kazakhstanais. En 2013, le pays a exporté 3 millions de tonnes de farine (équivalent grain).

Pourtant, l'agriculture ne pèse que 5,5 % du PIB du pays, soit environ 11,7 milliards d'euros en 2014. Depuis 2012, le gouvernement investit 20 milliards de dollars dans un programme national de développement du secteur agricole. Appelé « Agrobusiness 2020 », il prévoit de doubler la production de blé à destination de l'exportation pour asseoir encore plus sa position dominante sur le marché mondial du blé et de la farine.

**H.D. et L.P.**

# Les Russes craignent d

Depuis l'indépendance, les membres de la principale minorité tentent de conserver leur place dans le pays.



tes pro-russes de l'ouest ukrainien. L'angoisse se répand qu'un tel scénario puisse se produire au Kazakhstan, où la minorité russe s'estime de plus en plus marginalisée et où nationalismes kazakh et russe se développent en parallèle dans les franges extrémistes. Cette inquiétude contribue à favoriser un certain retour à la tradition et à la communauté par le biais de la spiritualité. « *De plus en plus de gens se tournent vers la foi, considère Andreï, jeune pope de 24 ans, c'est le paradoxe kazakhstanais, depuis la chute de l'Union soviétique, un nombre important de Russes quittent le pays, mais dans le même temps les églises se remplissent.* »

**S**ous la coupole neuve de l'église orthodoxe Sviato-Ouspinsky d'Astana, derrière son ambon, pupitre traditionnel, l'archimandrite Sergueï Karamichev harangue la centaine de fidèles ce dimanche 10 mai. L'homme de Dieu n'a pas de mots assez durs



pour fustiger le soutien des membres du patriarcat orthodoxe de Kiev à la révolte de Maïdan qui a entraîné l'annexion de la Crimée et des affrontements entre séparatistes pro-russes et forces régulières ukrainiennes. « *Ils ont renié leur croyance pour la troquer contre une fausse foi. L'Etat ukrainien a trahi l'Eglise, il a trahi la foi. Mais on ne peut pas remplacer la vraie religion par la fausse, la vraie histoire par la fausse.* » Pour les fidèles rassemblés comme pour de nombreux Russes du Kazakhstan, les événements d'Ukraine résonnent d'une manière particulière. Le pays abrite la deuxième plus grande minorité russe du monde, derrière l'Ukraine, et depuis le début des troubles, les images de propagande russe défilent sur les téléviseurs. Les chaînes moscovites se font l'écho de la lutte des séparatis-

**En haut: des chrétiens orthodoxes fêtent Pâques le 17 mai à Astana.**

**En bas: le service est dirigé par Sergueï Karamichev dans l'église Sviato-Ouspinsky.**

Manuel Fritsch/Cuej

## Un test de langue kazakhe

Alors qu'ils formaient encore 40 % de la population kazakhstanaise en 1979, les Russes ne sont plus aujourd'hui que 3,8 millions, soit environ 20 %. Plus d'un million et demi d'entre eux ont quitté le pays entre 1989 et 1999. Ce déclin démographique s'accompagne du sentiment d'une marginalisation économique, politique et culturelle. Alexandre Zapirov, représentant de Diaspora, une des plus grandes associations de la communauté russe, arbore fièrement ses origines. Au mur de son bureau, dra-

peau impérial et peinture de cosaques. Pour lui, les Russes sont largement sous-représentés dans la justice et l'administration, du fait d'une discrimination officielle. « *A quoi bon dire aux jeunes d'étudier s'ils savent qu'ils n'auront pas de travail ?* », interroge-t-il.

Etudiante en droit internationale, Anastassia, 21 ans, partage la même frustration : « *Pour entrer dans la fonction publique, il faut passer un test de langue kazakhe, que la plupart des Russes maîtrisent mal. Même si vous le réussissez, vous risquez d'être discriminé par la suite.* » La question de la langue est une des principales sources de tension: « *La dernière fois que ma mère s'est rendue dans un bureau de l'administration, on lui a demandé de remplir un formulaire en kazakh, elle a demandé de l'aide aux gens autour*

# d'être marginalisés

*d'elle, mais personne n'a voulu l'aider.* » Anastassia compte partir étudier en Russie, où ses grands-parents sont repartis, et envisage de s'y installer. Même très ralenti, le flux de départ des Russes se poursuit, ouvertement encouragé par Moscou. Depuis 2007, les émigrés d'origine russe issus des anciens pays de l'URSS qui décident de s'installer dans certaines régions de Russie bénéficient d'un coup de pouce financier. En 2012, cinq ans après le lancement du programme, cent mille citoyens kazakhs ont fait leurs valises. Mais certains reviennent, d'autres arrivent, en provenance notamment de l'Ouzbékistan voisin.

« *Je suis né ici, je n'irai nulle part ailleurs et j'appelle tous les autres Russes de ce pays à faire de même* », assène Alexandre Zapirov. Pour Liara, étudiante en relations publiques de 19 ans, la question ne se pose pas : « *J'aime mon pays, j'aime ses habitants, je ne vois pas ce que j'irai faire en Russie. D'ailleurs, là-bas, la mentalité est différente, ce n'est pas facile de s'y intégrer, même si on est ethniquement russe, on y est d'abord considéré comme des Kazakhs.* » La langue kazakhe, dont l'apprentissage quotidien est obligatoire à partir de 11 ans, n'intimide pas la jeune fille : « *Ce n'est pas une langue facile, mais je la parle déjà mieux que certains de mes camarades kazakhs. Parler le kazakh quand on habite au Kazakhstan, c'est la moindre des choses. La plupart de mes amis sont kazakhs, franchement, je ne me sens pas du tout discriminée, rien ne me différencie d'une fille kazakhe de mon âge.* »

## « Nazarbaïev, garant de la stabilité »

En dépit des accusations de discrimination au niveau étatique, les relations entre communautés restent plutôt bonnes. Couples mixtes et groupes d'amis russes et kazakhs déambulent en nombre dans les rues de la capitale. Le scénario à l'ukrainienne, bien que présent dans les esprits, relève plus du fantasme que de la réalité. « *Une partie de ma famille en Russie soutient que ce genre de choses pourrait se produire ici. Moi je ne le crois pas, je ne ressens pas de tensions dans ma vie quotidienne. Mais c'est certain que Moscou ne permettra jamais que l'on touche aux Russes du Kazakhstan* », assure Anastassia. Pour beaucoup de Russes, c'est la figure du président qui rassure. Noursoultan Nazarbaïev n'a de cesse de proclamer l'unité des citoyens kazakhstanais, et de ménager l'ours russe, grand frère parfois un peu encombrant, mais bien utile face au puissant voisin chinois.

Une « Assemblée du peuple », qui rassemble les centres culturels du pays, a été créée en 1995. Présidée par Nazarbaïev lui-même, elle incarne l'exaltation officielle de la multiculturalité, mais aussi les tentatives de folklorisation et de dépolitisation de la question identitaire. Au sommet du « Palais de

la paix et de la réconciliation » qu'il a fait édifier en face du palais présidentiel, 130 colombes symbolisent l'union des différentes « nationalités » qui composent le pays. Et les concerts et festivités du 1<sup>er</sup> mai sont autant d'occasions de se réunir dans la « fête de la tolérance et de l'unité de la nation ». « *Notre association appelle toujours à voter pour Nazarbaïev, il est le garant de la stabilité. Mais il ne peut pas tout faire, c'est à chacun de contribuer à cette stabilité. Moi j'habite à côté de Kazakhs, de Coréens. Je fais en sorte d'avoir de bonnes relations avec eux* », considère Alexandre Zapirov. En attendant, les Russes qui demeurent dans le pays devront se ruer sur les dictionnaires. Le Président souhaite qu'en 2020 95% de la population maîtrise la langue kazakhe.

Raphaël Boukandoura et Islambek Safayev

Prière du vendredi à la grande mosquée d'Almaty.

Julien Pruvost/Cuej

## Les Kazakhs se tournent vers La Mecque



Il est 13h30 ce vendredi 22 mai, jour de *namaz* à la grande mosquée d'Almaty. L'édifice est déjà plein, et les fidèles s'agglutinent par centaines sur le parvis pour la prière. Les visages sont jeunes. Tapis, bâches et cartons sont posés dans tous les coins, les retardataires arrivent en courant. « *Chaque semaine, je vois toujours plus de fidèles* », constate Askar, 23 ans, qui se rend à la prière depuis toujours. Selon l'imam de la grande mosquée, la capacité d'accueil des fidèles est largement insuffisante. Pourtant, hors des lieux de culte, difficile de noter la culture islamique au Kazakhstan. L'alcool est servi en terrasse et rares sont les femmes qui portent le foulard. La population de ce pays laïc multiconfessionnel compte 70% de musulmans, pour la plupart kazakhs, ouzbeks et ouïghours.

« *Du temps de l'Union soviétique, nous n'étions pas libres de pratiquer notre religion, se souvient le père d'Askar. Mais on était croyants au fond de nous. Les gens ne priaient pas car ils ne savaient pas comment faire, vu que nous n'avions ni livre ni enseignement religieux.* »

Depuis l'indépendance et la traduction du Coran en kazakh et en russe, le nombre d'associations religieuses a été multiplié par six. On compte aujourd'hui près de 2400 mosquées sur tout le territoire, contre 68 en 1991. En vertu de sa politique d'intégration multiconfessionnelle, le gouvernement interdit la création de mouvements politiques basés sur la religion, notamment islamistes. Pour Nazarbaïev, les croyances doivent rester du domaine privé.

Rémi Carlier



# Allemands, Ouzïghours, Co tous Kazakhstanaïis

Cent trente nationalités coexistent dans le pays en conservant leurs propres coutumes. Reportage au sein de trois diasporas.

**A**u beau milieu de l'avenue Satpaev, l'une des principales artères d'Almaty, une inscription en latin se démarque du cyrillique : *Das Republicanische deutsche dramatische Theater*. Ici se trouve le siège administratif du dernier théâtre allemand de l'ex-URSS encore en activité. Dans la cour, habillée de vêtements traditionnels russes et d'uniformes de l'Armée rouge, la troupe se prépare pour la lecture d'un poème militaire soviétique, à l'occasion des 70 ans de la victoire sur l'Allemagne nazie. Ces jeunes Allemands, citoyens kazakhstanaïis, sont les descendants des vagues de déportations staliniennes dans le courant de la Seconde Guerre mondiale. Ils s'apprentent à monter sur scène

devant un public appartenant en grande majorité à la nationalité russe. Ou plutôt à se produire au sein même des bureaux, car la scène est en ruines depuis que le dernier directeur du théâtre est parti avec les fonds de l'État destinés à sa rénovation. Désormais, la centaine de représentations annuelles se fait là, ou dans de petites salles louées. D'un million en 1991, il ne reste guère que 180 000 Allemands aujourd'hui dans le pays, et presque plus aucun à Almaty. « *Nous avions une troupe d'Allemands et un public germanophone en 1990. Puis tous les acteurs sont partis en Allemagne après la chute de l'URSS* », raconte Natascha Doubs, metteuse en scène de la compagnie et



**Un acteur joue dans une pièce au théâtre coréen d'Almaty.**  
Rémi Carlier/Cuej

directrice artistique. Assise sur les marches du petit escalier menant aux restes de l'ancien grand théâtre allemand d'Almaty, elle reste optimiste : « *Aujourd'hui, la formation est multiethnique, et les pièces sont en russe. On nous qualifie de "théâtre de la diversité des nationalités".* »

Contrairement aux théâtres ouïghour et coréen de l'ancienne capitale, la scène allemande n'a pas la prétention de mettre en valeur un patrimoine ou une identité particulière, mais des techniques et une dramaturgie largement empruntées aux standards européens. Xenia Mukstadt, comédienne de 25 ans, porte le nom allemand de son père et les traits slaves de sa mère. Pour elle, la nationalité allemande est difficilement définissable : « *Nous sommes plutôt des Russes allemands, avec nos propres danses, chants et costumes, hérités de notre histoire soviétique. Une synthèse du mélange culturel kazakhstanais, avec peut-être plus de similitudes avec les Russes qu'avec les Kazakhs. Ce théâtre nous permet de rassembler différentes traditions sous un même toit.* »

Comme tous les jeunes du pays, les membres de la troupe ont été fortement encouragés à participer à l'élection présidentielle anticipée du 26 avril. Une dizaine d'entre eux ne sont pas allés voter. « *C'est notre droit, inscrit dans la Constitution, pourquoi s'en priver ?* » ironise l'un d'eux. Le blâme n'a pas tardé à tomber : convoqués par le directeur exécutif du théâtre, ils ont été sermonnés sur le risque qu'ils font courir au financement de l'institution, assumé entièrement par le gouvernement, et donc à son existence même.

### 300 000 Ouïghours kazakhstanais

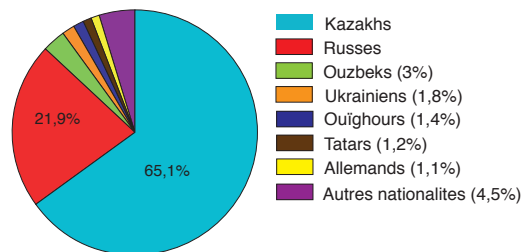
A moins de 10 kilomètres, dans le quartier de Dostyk, se succèdent dans des rues étroites les cantines de *lahman*, le plat traditionnel ouïghour. Le quartier est un ancien kolkhoze soviétique où était regroupée une importante communauté de ce peuple turcophone originaire de la région autonome chinoise du Xinjiang. Historiquement opposé au régime de Pékin, qui applique une politique anticontestataire très répressive, un grand nombre d'entre eux s'est réfugié parmi la diaspora du Kazakhstan, forte de 300 000 âmes. Plusieurs organisations indépendantistes y étaient officiellement reconnues, jusqu'à ce que Nazarbaïev coupe

## Une assemblée pour défendre les droits des minorités

Fondée en 1995 et présidée par Noursoultan Nazarbaïev, l'Assemblée du peuple du Kazakhstan (APK) représente toutes les nationalités du pays. Sa principale mission est de veiller au respect des droits garantis à chaque minorité par l'article 34 de la Constitution, tels que la libre pratique de la langue, de la culture et des traditions. Ses 384 représentants ne sont pas issus d'élections locales, mais dirigent les centres culturels régionaux de leur nationalité ou sont membres de l'appareil d'Etat. Cadres du parti ou hauts fonctionnaires, ils ne disposent en réalité que d'un pouvoir consultatif, et c'est le Président qui détermine et approuve leur travail. L'APK se réunit une fois par an au Palais de la paix d'Astana. A la fin de sa dernière session, le 23 avril, le bihebdomadaire officiel *Astana Times* n'a d'ailleurs publié que des extraits du long discours de Nazarbaïev, sans évoquer les débats qui s'y sont tenus.

R. C.

Répartition de la population en fonction de la nationalité

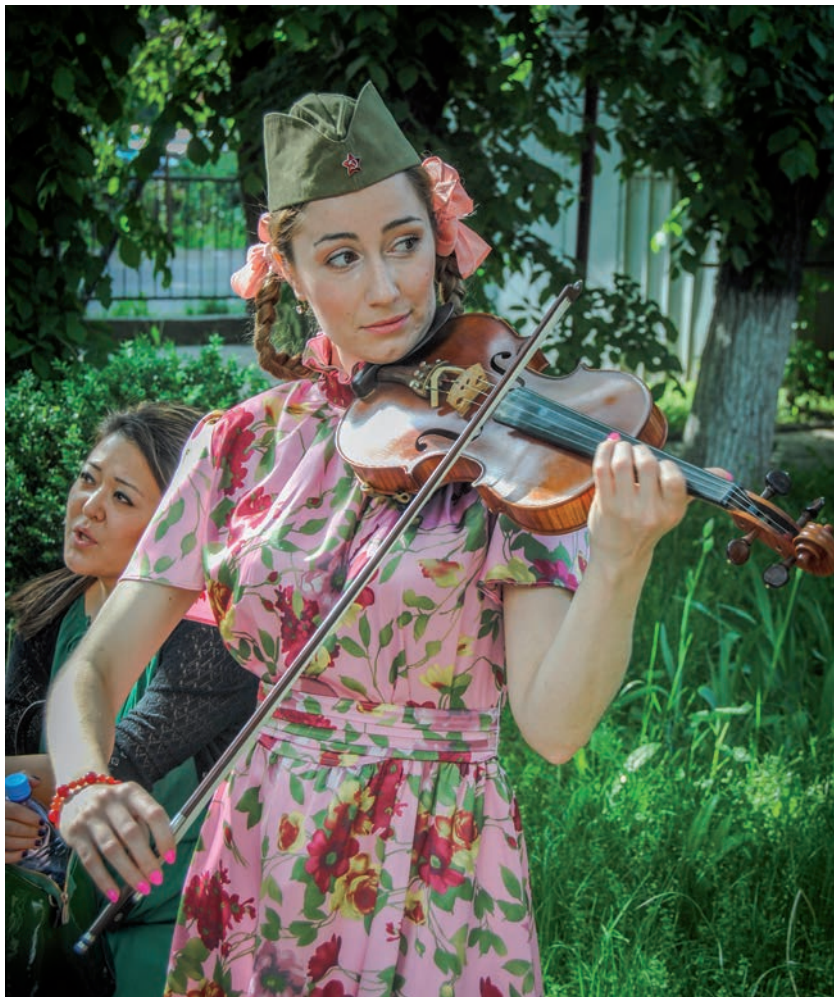


Chiffres de 2013. Source : Agence des statistiques du Kazakhstan

Infographie Pierre Lemerle/Cuej

son soutien en 1995 sous la pression chinoise et expulse les leaders du mouvement. Aujourd'hui, il ne reste aucune trace des réseaux souterrains à Almaty. Atablés à une terrasse, Sayara, Faroukh et Samrat, la vingtaine, n'en ont d'ailleurs jamais entendu parler. Ils préfèrent discuter de leur avenir, qu'ils voient « *radieux* » dans un Kazakhstan « *où tout est possible* ».

Etudiante en architecture, Sayara cumule les petits boulots : serveuse et cuisinière dans le restaurant de son père, elle est aussi danseuse lors des fêtes traditionnelles dont la jeunesse ouïghoure est très friande dans le pays. « *Etre ouïghour au Kazakhstan, c'est être un homme ou une femme libre*, affirme-t-elle, dans l'acquiescement général. *Nous ne sommes pas vraiment au courant de la situation en Chine, mais il est sûr que nous sommes bien mieux ici. Au Xinjiang, on peut être tués à cause de notre ethnité. Ici, ils ne regardent pas la nationalité, on peut faire ce qu'on veut tout en conservant notre langue et nos traditions.* » Intriguées par la conversation, sa mère et sa tante Rosa rejoignent le petit groupe. Elles ont toutes deux connu la période soviétique et les années de privation qui ont suivi l'indépendance. « *Nous avons souffert, bien sûr, mais pas en tant qu'Ouïghours. Nous avons souffert comme tous les Kazakhstanais* », lance Rosa. Pour une enseignante de l'université >>>



>>> Ablai Khan d'Almaty, « *le nationalisme ouïghour est certainement le plus fort de tout le Kazakhstan. Les Ouïghours souhaitent évidemment la création d'un "Ouïghourstan", qui pourrait se situer dans le sud-est du Kazakhstan, à la frontière avec la Chine, où ils sont majoritaires. Mais ils préfèrent ne pas en parler, car ça entraînerait un gros conflit...* ».

### Une diaspora coréenne implantée

Almaty abrite les sièges de la plupart des centres ethno-culturels du pays. L'un des plus dynamiques est la « maison de la Corée » (*Koreiskiy dom* en russe), bâtiment de sobre apparence jouxtant un luxueux restaurant coréen. Sur l'interphone, huit numéros, pour les huit services proposés par l'AKK, la toute-puissante association des Coréens du Kazakhstan. Fondée par un proche du président Nazarbaïev peu après l'indépendance, son objectif était d'abord de faire obstacle à l'influence nord-coréenne, largement ancrée chez les *Koryo Saram* (la diaspora coréenne) du temps de l'URSS. Originaires de l'Est de la Russie où ils s'étaient installés au XIX<sup>e</sup> siècle, ils furent déportés en masse en Asie centrale par Moscou en 1937, officiellement pour « *contrecarrer l'espionnage japonais* ».

# 1937

**De septembre à octobre, le régime soviétique déporte en Asie centrale la quasi totalité des Coréens vivant sur son territoire.** La crainte principale de Staline est qu'ils puissent servir d'espions aux Japonais. Près de 100 000 d'entre eux, appelés en Russie « *Koryo Saram* », sont envoyés au Kazakhstan, dont 34 000 dans l'avant-poste désolé d'Ushtobe, dans le sud-est du pays, sans abri ni nourriture. C'est avec l'aide des Kazakhs locaux qu'ils survivent et finissent par prospérer.

L'un des organes les plus actifs de l'AKK est le mouvement de la jeunesse, et son école en langue coréenne. « *Notre objectif est de créer une unité parmi les jeunes Coréens ici et de promouvoir le fait d'être des leaders* », explique Igor Li, président du mouvement. Dans l'école, de nombreux Kazakhs viennent aussi apprendre le coréen, précieux sésame pour travailler dans la myriade d'entreprises sud-coréennes implantées au Kazakhstan.

Au deuxième étage du *Koreiskiy dom*, le Bureau des jeunes déborde d'activité. Marina, 23 ans, aux commandes depuis cinq mois, prend son rôle très au sérieux: « *À travers de nombreuses actions culturelles et sociales, nous contribuons à*

*l'avenir du Kazakhstan. Pour cela, notre lien avec la Corée du Sud est très important.* » Le président Nazarbaïev voit d'un œil envieux l'économie sud-coréenne, hissée en quelques décennies au rang de superpuissance mondiale. Le « dragon » d'Asie est aussi l'un des premiers investisseurs au Kazakhstan, et les quelque 100 000 *Koryo Saram* du Kazakhstan occupent une place prépondérante dans les affaires du pays. « *Notre diaspora est une passerelle entre la Corée du Sud et le Kazakhstan* », lance Marina, qui parle le coréen mais n'est jamais allée dans le pays de ses ancêtres.

**Rémi Carlier**

**De gauche à droite : une pièce de théâtre allemande, des fêtes coréenne et ouïghoure en mai 2015.**

Rémi Carlier, Célia Garcia-Montero, Manuel Fritsch/Cuej



**Infographie**  
Trois siècles de migrations forcées



le pays collectivement, mais on peut se moquer des traits de caractère propres à chaque nationalité. A l'exception des hautes sphères où on ne rigole pas avec cela car ça pourrait entraîner des conflits. J'ai illustré cette cohésion à travers mon film le plus populaire, *Jeryuk*. J'y raconte l'histoire d'un Kazakh qui apporte son aide aux Coréens lorsqu'ils sont déportés dans les montagnes d'Ushtobe, dans le sud-est du Kazakhstan, en 1937. Y arrivent ensuite des Allemands, des juifs et d'autres nationalités, sans qu'aucun conflit n'apparaisse car l'entraide prévaut sur le communautarisme. Ushtobe, c'est le Kazakhstan d'aujourd'hui.

#### **En quoi consiste la politique du gouvernement vis-à-vis de l'intégration multiethnique ?**

Le gouvernement du Kazakhstan ne mène pas de politique discriminatoire. Et de fait, aucune nationalité n'est en situation de minorité. Le Président n'utilise jamais la terminologie « kazakh » pour désigner le peuple, mais « kazakhstanais ». Quand une entreprise veut embaucher, elle regarde avant tout les compétences professionnelles des candidats. Mais à compétences égales, entre un Kazakh et un membre d'une autre nationalité, le Kazakh sera embauché (*il éclate de rire*).

#### **Les nationalités peuvent-elles disparaître au profit de la citoyenneté kazakhstanaise ?**

Pas du tout. On peut distinguer chaque nationalité par les traits du visage, le caractère, la langue employée dans le cercle privé. Chacun y est très attaché. En faisant mes films, j'ai compris que chaque nationalité a la volonté viscérale de faire perdurer sa langue. Elle fait partie intégrante de tout ce qui forme un peuple : la culture, l'histoire, la modernité et l'ancienneté. C'est grâce à l'intelligentsia, les élites cultivées, que cela est possible ici. Chaque nationalité doit posséder son intelligentsia, sans quoi elle est vouée à disparaître.

**Propos recueillis par R. C.**

## « Il n'y a pas de politique discriminatoire »

Interview avec Lavrenti Son, réalisateur du film « Jeryuk ».

Rémi Carlier/Cuej



**A** 74 ans, Lavrenti Son est l'une des figures du paysage culturel kazakhstanais. Cinéaste, scénariste, nouvelliste et dramaturge, ce Koryo Saram s'intéresse à l'identité des peuples de l'ex-Union soviétique, et plus particulièrement à la mosaïque multiethnique kazakhstanaise.

#### **Pourquoi vous intéressez-vous autant au puzzle des nationalités ?**

Le Kazakhstan d'aujourd'hui est fort de 130 nationalités. Ensemble, elles forment une citoyenneté kazakhstanaise. Ce mélange interethnique est unique à ma connaissance, et il me semble important de l'illustrer, surtout que c'est un mélange qui fonc-

tionne. C'est lorsque les politiques commencent à parler de nation majoritaire et de minorités que les conflits apparaissent. J'ai vécu en Ouzbékistan, au Kirghizistan et en Russie, où la priorité va à la nationalité prédominante. Les Kazakhs ont une psychologie plus européenne, très moderne, qui n'empêche pas de conserver les traditions existantes depuis plusieurs siècles. D'ailleurs, c'est amusant, mais certaines nationalités ont conservé les coutumes et la langue kazakhes mieux que les Kazakhs eux-mêmes.

#### **Y a-t-il pour autant des tensions interethniques ?**

Je ne pense pas. Par contre il existe des stéréotypes sur chaque nationalité, qui s'expriment sous forme de blagues. Les gens ont conscience qu'il faut développer

# Avec l'indépendance, le retour des exilés

Leurs grands-parents avaient fui la famine et le régime stalinien. Depuis 1992, l'Etat s'engage pour que les Oralmans de la diaspora kazakhe rentrent au pays.

**J**e suis patriote, je voulais revenir car mes ancêtres vivaient ici. Je voulais connaître l'histoire du Kazakhstan. » Petite-fille d'éleveurs kazakhstaniens, Roudaba Abdoulayera est née en 1989 en Ouzbékistan, dans la région de Karakalpakistan, près de la frontière. En 1933, ses grands-parents avaient choisi ce pays voisin pour fuir la famine et « les Russes qui voulaient faire une communauté pour les utiliser dans les kolkhozes », ces fermes collectives où terres, bétail et outils étaient mutualisés. La jeune femme, bercée depuis son enfance par le récit de ses grands-parents, part en 2009 suivre des études de langues à Almaty et devient une Oralmane (« celle qui revient », en kazakh).

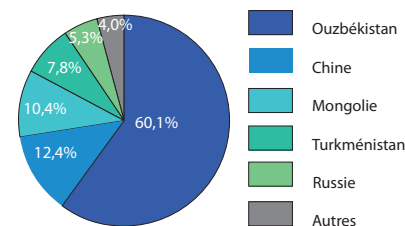
## Un statut particulier

En 1992, le président Noursoultan Nazarbaïev avait appelé les Kazakhs de la diaspora à revenir en leur promettant un statut particulier avec un accès rapide à la citoyenneté kazakhstanaise. Un quota annuel d'Oralmans est fixé, qui leur permet de bénéficier d'aides financières et sociales (aide au logement, mise à disposition de terres agricoles ou constructibles, bourses pour l'enseignement supérieur, soins médicaux gratuits) pendant une période transitoire. L'objectif était de lutter contre la chute démographique des années 1990 et d'augmenter la part de Kazakhs dans la population. Les Oralmans représentent aujourd'hui 5,5 % des 17 millions habitants. 860 000 Kazakhs sont arrivés entre 1991 - après l'indépendance - et 2011. Tous n'ont pas encore obtenu le statut, provisoire, d'Oralman. Ils se sont installés principalement dans le sud et

## LES OUZBEKS MAJORITAIRES

Provenance des individus demandant le statut d'Oralmans

Infographie Pierre Lemerle/Cuej



Source : Commission on Human Rights under the President of the Republic of Kazakhstan, 2013.

l'ouest du pays. S'ils ont choisi de quitter leur pays d'adoption, c'est principalement « à cause du manque de protection sociale, de la violation des droits politiques, de la situation financière détériorée ou de la fermeture des écoles kazakhes », analyse Bibiziya Kenzhebekovna, anthropologue et professeure d'histoire à l'université Al-Farabi d'Almaty.

## « Je me sens étrangère »

Une fois par an, Roudaba rend visite à ses proches en Ouzbékistan, au prix de deux jours de train. En 2012, elle y rencontre Nourkain, Oralman comme elle. Après leur mariage, ils s'instal-

lent dans le village de Kachtane, à la campagne, avec leurs deux enfants et la famille de Nourkain. Son mari est chauffeur de taxi à Kaskelain, un village voisin. Six ans après son arrivée, Roudaba se sent encore « comme une étrangère ». Dans la maison familiale, seuls quelques livres et des bibelots rappellent l'Ouzbékistan. Abdijamil Souldouzbai, le beau-père de Roudaba, a rejoint le jeune couple en octobre 2013. L'homme placide de 60 ans dit se sentir mieux au Kazakhstan mais évoque rapidement des problèmes financiers, délaissant son assiette de plov, un plat traditionnel d'Asie centrale. « Ça m'énerve, on est mal accueilli », lance-t-il en agitant les mains en l'air jusqu'à renverser sa tasse de thé sur la toile cirée à fleurs. Le chef de famille se plaint de ne toujours pas avoir reçu l'aide promise. Pourtant, il en « aurait besoin car la maison est très petite et nous sommes nombreux ». Pour venir, il a vendu maison et voiture en Ouzbékistan. Architecte de formation, il travaille désormais comme gardien de datchas. « C'est dur de trouver un travail qui correspond au diplôme », regrette-t-il.

Un an et demi après son arrivée, il dit ne plus rien attendre du gouvernement. Il souhaite simplement acquérir rapidement la citoyenneté kazakhstanaise. En 2014, l'Etat a annoncé un abaissement de quatre ans à un an du délai de résidence nécessaire aux Oralmans pour obtenir la citoyenneté. Mais Abdijamil ne voit pas sa situation évoluer. Depuis 1991, 750 000 Oralmans ont obtenu la citoyenneté kazakhstanaise.

Aray Sankeyeva  
et Maurane Speroni

**Roudaba Abdoulayera (à droite) dans sa maison à Kachtane, à environ deux heures en bus au nord-ouest d'Almaty.**

Maurane Speroni/  
Cuej





# Almaty sur l'autoroute de la soie

Sous l'impulsion de la Chine qui cherche une voie rapide vers l'Europe, les routes sont élargies et le réseau ferroviaire modernisé.

**U**ne pluie printanière bat le macadam de la rue Mambijik. L'averse n'arrête pas pour autant les travaux qui fleurissent un peu partout dans le quartier. Entre les petits magasins, trôneront bientôt des centres d'affaires. Mais c'est un chantier d'une toute autre ampleur qui pourrait débuter en 2017. Il conférerait

une autre stature à cette zone du sud-ouest d'Almaty. Les arbres laisseront place à des tronçons de voie ferrée et une troisième gare devrait voir le jour.

Ce chantier s'inscrit dans une politique d'augmentation des liaisons autoroutières et ferroviaires avec la Chine. Clin d'œil à l'histoire, les présidents Xi Jinping et Noursoultan Nazarbaïev l'ont baptisé « la nouvelle

route de la soie ». L'enjeu pour la Chine est crucial. Une marchandise met aujourd'hui entre un et deux mois pour aller de la Chine à l'Europe. En cause, la saturation du canal de Suez, à laquelle s'ajoutent les risques de piraterie au large de la corne de l'Afrique. Par les routes kazakhstanaïses, la même marchandise mettrait dix à douze jours. Un gain de temps précieux, « surtout pour les produits très chers, tablettes Apple et produits HP, qui supportent des surcoûts de transport », reconnaît Pierre Jean qui travaille à Almaty pour la compagnie Gefco. Actuellement, le made in China passe à 99 % par la mer, en raison du faible coût de ce mode de transport.

Le projet de nouvelle route de la soie, lancé en 2009, concerne dix pays. Le but pour Pékin n'est pas uniquement de se rapprocher de l'Europe, il s'agit aussi de favoriser les exportations de marchandises vers l'Asie centrale. La Chine est désormais le principal partenaire commercial du Kazakhstan : le montant des échanges commerciaux entre les >>>

**Un train assurant la liaison entre Almaty et la frontière chinoise, en mai 2015.**

Milena Peillon/Cuej



>>> deux pays a atteint près de 22 milliards d'euros en 2012 et devrait atteindre 36 milliards d'euros en 2015, selon les ambitions d'Astana.

**Menace russe et chinoise**

Derrière ces enjeux commerciaux se cache un dessein plus politique, selon Saifulla Sapanov, professeur de relations internationales à l'Université Al-Farabi : « La nouvelle route de la soie, c'est la réponse chinoise à l'union économique eurasiatique. » Elle s'est déjà traduite en 2013 par la création d'une voie ferrée reliant la ville chinoise de Chongqing au réseau kazakhstanaïse.

Les ambitions chinoises flattent le Kazakhstan mais elles suscitent des inquiétudes quant à l'indépendance du pays. « Il y a un risque d'avoir une grande immigration de travailleurs chinois, souffle Saifulla Sapanov. Et Pékin possède déjà 60% de l'exploitation pétrolière kazakhstanaïse. » Certains experts craignent un nouveau « péril jaune » : une dépendance totale à la Chine.

De son côté, Moscou, deuxième partenaire économique du pays, tente de garder le Kazakhstan dans son giron. L'ancienne autoroute Almaty-Aktobe mène à Orenbourg, en Russie, et a été agrandie pour permettre à des

**L'ancienne capitale Almaty, vue depuis le quartier de Koktobe.**

Julien Pruvost/Cuej

camions plus lourds de passer. Mais l'élément moteur de la politique d'influence russe est l'Union économique eurasiatique (lire ci-contre) : « Les Russes essaient d'imposer leurs principes, comme quand ils ont conseillé au Kazakhstan d'arrêter d'importer les voitures produites en Ouzbékistan parce qu'elles étaient fabriquées par des sociétés européennes », analyse Saifulla Sapanov. La patte de Moscou se voit aussi dans l'union douanière en vigueur depuis 2010 entre la Biélorussie, la Russie et le Kazakhstan : « C'est vraiment une avancée. Les lourdeurs administratives aux frontières de ces trois pays sont en train de disparaître », reconnaît Pierre Jean, qui attribue à cette union plus de mérite qu'au développement des infrastructures.

**Températures extrêmes**

Les rénovations massives du réseau autoroutier profitent déjà aux transports, comme l'explique Theodor Kaplan, ancien adjoint du ministre des Transports : « Avant, pour aller d'Almaty à Aktobe, il fallait trois ou quatre jours. Maintenant, un peu plus d'une journée est nécessaire pour



Infographie Pierre Lemerle Laurine Personni/Cuej  
Source: Observatory of Economic Complexity, International Trade Study



faire les 2 246 kilomètres. » Les conditions climatiques (de -60°C à 50°C) resteront toujours une limite pour le transport routier qui doit adapter ses containers pour protéger du froid ou des extrêmes chaleurs les marchandises fragiles, telles que

**« La nouvelle route, c'est la réponse chinoise à l'union économique asiatique »**

les produits cosmétiques. Quand les routes ne sont pas bloquées l'hiver par le vent et la neige qui tombe dans les steppes. Cette politique de développement des transports risque de réduire le Kazakhstan à un rôle de pays de transit. Ici se situe le danger de la politique Nazarbaïev. La croissance du transit de marchandise n'entraîne pas mécaniquement celle de l'économie. Tout au plus les services s'améliorent, comme l'apparition du train rapide (130 kilomètres/heure) de l'entreprise espagnole Talgo qui relie Astana, Atyraou, Almaty, Aktobe et Chimkent. « Le Kazakhstan est dans une deuxième étape du développement de son industrie. Mais il manque de main-d'œuvre, il n'y a

que 17 millions d'habitants, et la qualité de la formation ne permet pas d'occuper tous les postes que nécessiterait une industrie plus

importante », constate Saifulla Sapanov. Pierre Jean parie sur une croissance de « l'accompagnement de transit, avec des hô-

tels et une économie de service ». Par les compétences logistiques qu'il va nécessiter, il pourrait être un réel vecteur d'emploi.

En parallèle, les nouvelles infras-

tructures routières pourraient contribuer à diversifier les voies d'exportation des ressources naturelles du pays. En 2013, le pays a par exemple produit près de 15 millions de tonnes de blé, dont huit destinés à l'exportation. Une partie devait partir pour l'Iran, mais le blé a finalement pourri dans le port d'Aktaou sur la Caspienne. La faute à des infrastructures insuffisantes pour l'acheminer.

**Diliya Chanysheva,  
Oulgeane Nougmane,  
Valerie Schaub  
et Nicolas Skopinski**

## La Russie rêve d'une grande union en Eurasie

Entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'Union économique eurasiatique (UEEA) rassemble la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Arménie. L'UEEA recouvre une superficie de plus de 20 millions de kilomètres carrés (près de cinq fois l'Union européenne), et concerne 180 millions de personnes. Elle fonctionne avec un organe de gouvernance supranational. Signe de la prééminence russe, le siège de la Commission eurasiatique est à Moscou, qui prend en charge les dépenses de fonctionnement. Le budget est abondé par une partie des taxes perçues dans l'Union douanière unissant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan depuis 2010.

La Commission eurasiatique traite des questions de politique, de douane, d'économie, de régulation de la concurrence, d'énergie et de finance. Après l'adhésion, le 8 mai 2015, du Kirghizistan, le Tadjikistan est à son tour candidat à l'adhésion. En coulisses, le Turkménistan et l'Ouzbékistan pourraient se déclarer candidats et faire de l'UEEA un mastodonte géopolitique. Plus qu'économique, le président russe Vladimir Poutine souhaitait à terme en faire une union politique, sur le modèle de l'Union européenne. Pour atteindre cet objectif, il aurait fallu une union monétaire. Idée renvoyée aux calendes grecques par Noursoultan Nazarbaïev.

**N.S.**



# La grande aventure du Turksib

En 1926, l'URSS décide de relier les forêts de Sibérie aux steppes d'Asie centrale. En quatre ans, 50 000 ouvriers achèvent ce projet ferroviaire titanesque.

**D**ans le viseur du télescope apparaît la locomotive : depuis l'est, de Sibérie, filant sur des rails neufs, elle roule vers Alma-Ata. Intriguée par ce monstre de fer, une foule de nomades tente en vain de le suivre, à dos de cheval, chamelle ou bœuf. C'est ainsi que Victor Tourine, dans un des plus importants films documentaires du cinéma muet russe sorti en 1929, témoigne de la création du «Turksib», la ligne de chemin de fer Turkestan-Sibérie, mise en service en 1931.

Ce tronçon de 1 445 km doit faire la jonction entre Novossibirsk et Tachkent (actuelle capitale de l'Ouzbékistan), reliant les fo-

rêts sibériennes aux steppes du Turkestan, immense territoire qui couvrait alors une partie de l'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Tadjikistan, du Kirghizistan, et les deux tiers du Kazakhstan.

## Cloche et lanterne

La construction de cette ligne est un des trois chantiers titanesques du premier plan quinquennal soviétique. Sous la supervision de Moscou, Sergueï Chatov, un syndicaliste américain d'origine russe, dirige l'entreprise. Avec 50 000 ouvriers, dans des conditions climatiques extrêmes et au prix de nombreux incidents entre travailleurs russes et main-d'œuvre locale, le projet abou-

tit en quatre ans seulement. À l'ouverture de la ligne, l'administration du Turksib s'installe à Alma-Ata (le nom russe d'Almaty), une décision qui va transformer la petite ville en capitale de la République socialiste soviétique autonome du Kazakhstan.

L'objectif économique du Turksib est de garantir l'indépendance de l'industrie textile soviétique. En fournissant blé et chauffage à bas prix aux habitants du Turkestan, il s'agit de les inciter à se concentrer exclusivement sur la culture du coton. Quatre-vingt-cinq ans plus tard, dans le petit musée des Transports, rue Furmanov à Almaty, seules quelques reliques témoignent de ce grand







destin : des télégraphes, une lanterne et la cloche qui annonçait l'arrivée du train. Des photos des années 1930 montrent les baraques de fortune et les visages émaciés des ouvriers, dont beaucoup périrent sur le chantier.

### Une enfance «turksiba»

Mara Gubaidullina n'a pas connu cette époque. Lorsqu'elle était enfant, à la fin des années 1960, le Turksib, premier employeur de la ville, était plutôt symbole de prospérité. « Maisons turksibas », « familles turksibas », le nom courait partout dans le quartier où elle a grandi. À côté du bazar Nikolski, la petite Mara habitait avec ses grands-parents et huit autres familles dans l'une de ces demeures en bois de Sibérie. Cheminots et architectes chargés du développement de la ville y partageaient

la vie quotidienne. « *Les enfants se racontaient des histoires de train et ils parlaient du travail de leurs parents* », se souvient-elle. Les maisons turksibas, grâce aux structures en bois remplies de glaise et dotées de solides fondations, résistaient aux tremblements de terre, courants dans la région. « *Les gens stockaient la nourriture dans le sous-sol, parce qu'on n'avait pas de frigos, dit Mara. On partageait une vie de quartier, avec des cuisines communes et des fêtes auxquelles assistait toute la maison.* »

**« Almaty était très internationale. La vie était extraordinaire ici. »**

La construction du train a aussi été l'outil de la déportation et du déplacement massif de populations imaginés par le régime de Staline. Le grand-père de Mara, Tatar envoyé de force au Turkestan, avait dû abandonner sa profession d'acteur et sa région

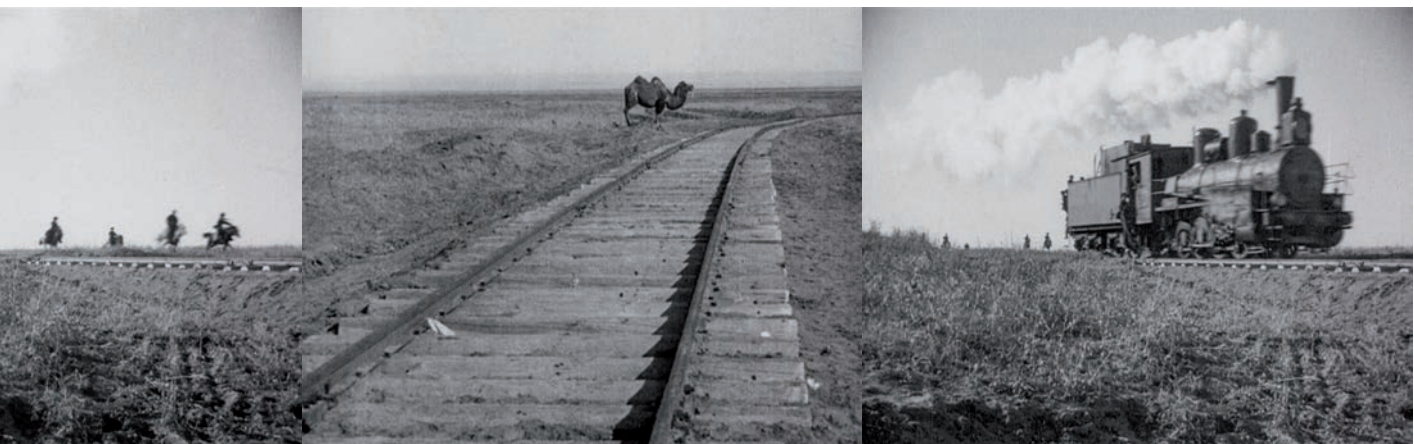
natale pour travailler dans la comptabilité. « *Pendant la Grande Guerre patriotique de 1941-1945, Almaty était très internationale, se souvient Mara Gubaidoullina. Ma grand-mère racontait des anecdotes juives et connaissait la cuisine juive. La vie était extraordinaire ici.* »

Les traces de ce passé disparaissent en même temps que les maisons turksibas. Celle où Mara a passé son enfance a été rasée en 2010 : « *Quand la grue est arrivée, tous les piliers en bois résistaient. Ils se dressaient toujours fièrement.* » Malgré les manifestations et les pétitions des habitants, le quartier a été rasé. Aujourd'hui, ce pan de l'histoire tombe dans l'oubli. L'amnésie gagne doucement le quartier et la ville où des plans de rénovation urbaine ont été lancés.

**Diliya Chanysheva,  
Valerie Schaub,  
Nicolas Skopinski  
et Oulgeane Nougmane**

**De gauche à droite et de haut en bas : l'itinéraire du Turksib, différentes étapes de sa construction, puis la découverte du train par les nomades.**

*Images tirées du documentaire « Turksib » de Victor Tourine, 1929.*



# « Pour travailler, j'ai dû acheter des faux papiers »



Locations en tout genre, corruption et travail au noir... Nombreux sont ceux qui doivent cumuler les revenus pour pouvoir vivre dans l'ancienne capitale.

**A** mesure que le bus 45 s'éloigne du centre d'Almaty, les immeubles disparaissent au profit de maisons anarchiques, faites de briques, de tôle et de contreplaqué. Shanyrak, un quartier populaire au nord de la ville, n'a pas bonne réputation. Des ruraux et des migrants s'y sont installés illégalement dès le début des années 1990 pour trouver un emploi dans l'ancienne capitale. Après de violents affrontements avec la police et la mairie, les 180 000 résidents ont obtenu leur régularisation en 2008.

« Bain, 300 tenge », affiche illégalement cette épicerie du quartier de Shanyrak.

Pierre Lemerle / Cuej

Depuis, l'asphalte recouvre tant bien que mal les chemins poussiéreux, d'imposantes conduites de gaz longent les routes et les habitants ont désormais l'eau potable. Pourtant, les problèmes de clandestinité persistent. Un pied dans la légalité, l'autre dans l'illégalité, les habitants s'adaptent. Depuis onze ans, Damira<sup>1</sup>, une aide-soignante de 40 ans, loue une *vremiannka* pour 20 000 tenge par mois (100 euros). Cabanons construits par des propriétaires dans leurs jardins ou greniers aménagés, ces mesures sont très répandues :

« Il y a beaucoup de locataires ici, car c'est moins cher qu'au centre-ville. »

Le prix n'est pas la seule raison qui pousse les travailleurs à vivre à Shanyrak. La *propiska*, un document hérité de l'époque soviétique, est toujours nécessaire pour être enregistré comme résident d'une ville et trouver un emploi dans la fonction publique. Damira cumule les situations irrégulières : « Comme je n'ai pas de *propiska* à Almaty, j'ai dû frauder et acheter des faux papiers pour pouvoir travailler à l'hôpital. » En théorie, la *propiska*

est exigée partout. Mais l'école publique de Shanyrak, construite après la légalisation du quartier, ne la demande pas pour l'inscription des enfants.

Si l'école ferme les yeux, l'hôpital est plus strict. Bikroolate a quitté Ourjar il y a deux ans, travaille au noir sur un chantier d'Almaty et n'a pas de *propiska*. Quand il est malade, il doit faire douze heures de bus pour se faire soigner dans son village. Kouylousov Mouratchan, la cinquantaine, vient du même endroit. Après trois mois de travail non déclaré sur un chantier, son patron a arrêté de le payer. Aujourd'hui, il vit grâce à son fils qui vend des bonbonnes de gaz au noir.

### «A quoi bon chercher un travail déclaré ?»

Pour Tchéklébay Anouar Doubayouly, professeur à l'université d'économie d'Almaty, le chômage est la cause principale de cet exode rural : « *Les chiffres officiels annoncent un chômage à 5 % mais ne prennent pas en compte la situation en zone ru-*



*rale.* » En 2012, l'Agence de statistiques du pays estimait à 19 % la part de l'économie informelle dans le PIB. L'année suivante, le FMI la plaçait entre 33 et 35 % au Kazakhstan. « *A quoi bon chercher un travail déclaré ? Il n'y en a pas !* », s'exclame Okla-

**Un porteur devant la gare d'Almaty, en mai 2015.**  
Hélène Perrin/Cuej

han, vendeur de lait de chamelle dans la journée et chauffeur de taxi pendant la nuit.

Le long de la rue Fourmanov, en plein centre d'Almaty, des femmes et des hommes de tout âge se livrent à un étrange manège. Certains accostent les pas- >>>

## Rue des lombards, la vie à crédit

A Almaty, les organismes de prêt sur gage sont préférés au crédit bancaire.

**J**e n'avais pas l'âge pour emprunter à la banque. » Almat, 20 ans, est étudiant en droit à l'université d'Asie centrale. Il y a un an, il a eu un besoin urgent de 15 000 tenge (75 euros) pour rembourser une dette contractée auprès d'un ami. Pas question de demander à ses parents. Problème : le crédit bancaire n'est accessible qu'à partir de 21 ans – la majorité légale au Kazakhstan. Le jeune homme s'est adressé à un lombard, petit commerce de prêt sur gage que l'on trouve à tous coins de rue. En apparence facile et rapide, l'accès au lombard ne requiert qu'une carte d'identité et un âge minimal de 18 ans. Almat, qui avait déposé des boucles d'oreille en or en gage, a remboursé intégralement son prêt au bout d'un mois, après s'être acquitté de 59 tenge d'intérêt par jour, soit un taux annuel de 43 % : « *J'étais sûr de pouvoir rembourser, mais je n'ai pas recommencé car je ne veux plus m'endetter.* »

### « Plus facile qu'une banque »

Innombrables à Almaty et à Astana, les lombards se sont multipliés au début des années 2010 pour répondre à une demande croissante. Depuis 2006, cette activité est considérée comme un commerce et

n'a plus besoin de licence. Derrière un étal de bijoux à vendre, cette gérante lance avec conviction : « *C'est plus facile qu'une banque !* ». Depuis la crise de 2008, les conditions du crédit bancaire se sont resserrées : il faut attester d'un revenu régulier et de biens à hypothéquer. Le lombard est une solution privilégiée pour les emprunts de petites sommes sur une courte durée. Une employée explique qu'elle applique un plafond de 100 000 tenge, l'équivalent d'un revenu mensuel moyen. Chez les « Auto Lombards », un client peut obtenir jusqu'à 30 % de la valeur estimée du véhicule qu'il engage.

Pour obtenir des liquidités, les lombards empruntent eux-mêmes aux banques, qui profitent ainsi indirectement d'une activité qui leur est interdite. A les entendre, la profession se porte bien. « *Seules deux personnes sur dix sont incapables de payer* », estime-t-on chez le Lombard Miller, à Almaty. Aujourd'hui, ce commerce en apparence juteux souffrirait de son succès : des commerçants se plaignent d'une trop forte concurrence et de la mauvaise qualité des bijoux mis en gage.

**Gouldana Kourmanbayeva, Pierre Lemerle et Hélène Perrin**

>>> sants. D'autres attendent, une pancarte à la main ou secouent des clés en criant : « *Appartements ! Appartements !* » Dans une ville où les prix de l'immobilier sont élevés et où les hôtels sont difficiles à trouver, ils proposent des appartements et des chambres à louer en toute illégalité. Une femme aux cheveux noirs, la cinquantaine, annonce : « *Je peux vous proposer un deux-pièces pour 100 000 tenge par mois.* » Quand nous lui demandons si le loyer sera déclaré, elle lance, désinvolte : « *Ne t'inquiète pas ! Si la police arrive, tu dis que tu es la petite sœur de la propriétaire.* »

Quelques mètres plus loin, quatre femmes assises sur des marches en béton font la conversation. On demande à louer un appartement pour 24 heures. Après quelques minutes au téléphone, l'une propose d'un air détaché « *un appartement d'une pièce pour 6 000 tenge* ». Toutes sont les maillons d'un réseau illégal de location d'appartements à l'heure, à la journée ou plus, ajustant les tarifs en fonction de l'offre et de la demande.

Durant ce long week-end, les prix augmentent, tandis que le reste de l'année, le montant moyen est de 5 000 tenge à Almaty. Ce système, qui existe dans chaque quartier de la ville, est apprécié des étudiants fêtards désireux de louer un endroit pour la soirée, mais aussi des amants et des businessmen de passage.

Les petits trafics sont visibles à chaque coin de rue. Devant la gare, les porteurs de valises tentent de gagner quelques sous. L'un d'eux compte ses billets, avant de les mettre dans la main d'un chef de gare à la vue de tous. Aïbol explique que cet « *impôt* » informel est de 500 tenge par jour. Un bakchich qu'il est obligé de payer, que sa recette soit de 10 000, 5 000 ou 0. Pour s'en sortir, le porteur travaille également comme agent de sécurité trois fois par semaine.

Avoir deux ou trois emplois est courant. Souvent, le premier est déclaré, pour pouvoir cotiser au

## 2006

### Le 14 juillet, les habitants du quartier de Shanyrak, dans le nord d'Almaty, affrontent la police

venue détruire 150 maisons illégales. Les heurts font un mort dans les rangs des forces de l'ordre et dix blessés parmi les habitants.

Le quartier, qui concentre des Kazakhs venus des campagnes et des immigrés ouzbeks sans papiers, s'est développé de manière anarchique et illégale depuis les années 1990. Il concentre 75 000 habitants, dont la plupart ont été régularisés en 2008.

système social et de retraite, les autres permettent de gagner sa vie. Nourken, 25 ans, est diplômé en finance : « *Je ne trouvais pas de travail dans cette branche. J'ai accepté un job de consultant mais je ne gagne que 70 000 tenge par mois* ». A côté, il est taxi clandestin deux à trois soirs par semaine et paye une commission à une agence : « *Quand les semaines sont bonnes, je peux gagner jusqu'à 40 000 tenge. Il m'arrive de travailler toute la nuit.* » On estime que deux tiers de la force de travail du pays participent à l'économie informelle.

### Des diplômés achetés

La corruption gangrène toutes les strates de la société, dans le secteur privé comme dans la fonction publique. « *Si tu veux quelque chose dans ce pays, il faut payer* », lance Aïdana<sup>1</sup>. Payer pour un service public, mais aussi pour acheter le silence des autorités. Cette jeune femme de 22 ans en a fait l'expérience avec deux fonctionnaires de police. Prise sur le fait en train d'acheter du cannabis, elle a accepté de donner 50 000 tenge pour être relâchée : « *Je risquais quinze jours de prison et une mention au casier judiciaire. Ici, une condamnation nous empêche d'être fonctionnaire ou de conduire une voiture.* »

Dans le milieu hospitalier, les backchichs sont répandus. Ivan, 28 ans, a déjà payé trente à quarante fois, « *parce qu'[il] ne voulait pas attendre* ». La dernière fois, c'était pour demander un

certificat médical. Il devait justifier d'une angine auprès de son employeur : « *Le médecin m'a demandé 3 000 tenge. J'ai attendu moins de dix minutes. Si je n'avais pas payé, j'aurais patienté une demi-journée.* »

D'autres offrent des cadeaux pour obtenir leurs diplômes ou pour conserver leurs bourses, distribuées selon les résultats scolaires. Devant l'université nationale de technologie, Bagdat, jeune diplômé de 22 ans, détaille l'art de la triche. Offrir de l'argent, des gâteaux, du crédit téléphonique, pendant les examens au moment de rendre la copie, « *ce n'est pas évident, il faut savoir faire la conversation !* »

Étudiant à l'université d'ingénierie, Roufat, 21 ans, raconte : « *Un groupe de ma classe passant le diplôme d'Etat d'ingénieur a offert*

*10 000 tenge à un assistant pour choisir son sujet à l'oral.* » Avec ses amis, il explique que les prix varient selon les universités, le niveau des élèves ou la difficulté de l'examen. Généralement compris entre 5 000 et 10 000 tenge, ils peuvent monter jusqu'à 60 000 tenge.

Certains cherchent à assainir le système. Au niveau de sa faculté, la New Economic University, Erik Sootla a mis en place des mesures pour lutter contre la corruption, notamment en imposant une surveillance stricte dans chaque salle d'examen. D'après lui, 80 % des élèves venaient aux épreuves avec des « *cadeaux* » l'an dernier. Ils ne seraient plus que 1 % aujourd'hui.

Le gouvernement a annoncé des sanctions pour combattre la corruption, endémique au Kazakhstan. Mais celles-ci font plutôt sourire : « *Il y a eu de la corruption, il y en a aujourd'hui et il y en aura demain* », prophétise Bagdat. L'ancien étudiant, diplômé de la faculté de pétrole, s'accommode très bien de cette situation.

**Gouldana Kourmanbayeva,  
Pierre Lemerle  
et Hélène Perrin**

<sup>1</sup> Les prénoms ont été modifiés.

« **Le médecin m'a demandé 3 000 tenge. J'ai attendu moins de dix minutes. Si je n'avais pas payé, j'aurais patienté une demi-journée.** »



**Infographie**  
PIB par habitant en Asie centrale depuis la chute de l'URSS



## L'immigration saisonnière, variable d'ajustement

De nombreux habitants des pays frontaliers du Kazakhstan migrent chez leur riche voisin, à l'affût de meilleures conditions de travail et de salaires plus élevés.

Entre avril et septembre, les chantiers privés fleurissent un peu partout autour d'Almaty. Comme ici à Aïteï, dans la proche banlieue de l'ancienne capitale, village de 3 000 habitants planté au pied des montagnes. Derrière les tôles grisâtres, des Ouzbeks s'affairent dans la poussière et la chaleur de ce mois de mai.

Ils sont cinq dans cette maison en construction, tous venus de Namangan en Ouzbékistan pour « *gagner plus d'argent* », expliquent-ils du haut d'une échelle. Adaham Parphiev est le chef de groupe. Il prend le temps de s'asseoir. « *On est payés 650 euros par mois au Kazakhstan, 250 chez nous* », lâche-t-il. Derrière lui, des lits de fortune sont posés sur un matelas de poussière. Ils y dorment le temps que dure le chantier. « *Trois mois de repos en quelque sorte, les conditions sont meilleures ici, il fait moins chaud* », raconte-t-il.

« **Tout le monde fait construire sa maison par les Ouzbeks.** »

Au pays ils ont laissé leur famille, à laquelle ils envoient la moitié de ce qu'ils gagnent chaque mois. Suffisant pour faire vivre femme et enfants, disent-ils. Plus d'un sixième du PIB ouzbek provient de ces envois d'argent depuis l'étranger. Car là-bas « *il n'y a pas tellement de travail* », répètent-ils.

### Le Kazakhstan, voisin attirant

Depuis les années 2000, les migrations économiques se sont intensifiées en Asie centrale, la faute au boom démographique que connaissent les pays de la région, au chômage, aux salaires trop bas. Le Kazakhstan, avec son PIB quatre fois supérieur à celui de l'Ouzbékistan, fait figure de riche voisin depuis la fin de l'Union soviétique.

Le Kazakhstan séduit, le Kazakhstan attire. « *Et puis il a besoin de main-d'œuvre étrangère* », assure Karlyga Myssayeva, vice-doyenne de >>>

**Ainur Moldabeava et sa famille, originaires du Kirghizistan, vivent et travaillent depuis sept ans dans une ferme privatisée par un Kazakh.**

Thibault Petit/Cuej

>>> la faculté de journalisme d'Al-Farabi à Almaty. Dans la ville, on murmure que « *tout le monde fait construire sa maison par les Ouzbeks* », une population qui représente 65 % de la main-d'œuvre étrangère. « *C'est parce qu'on est les meilleurs* », est persuadé Adaham Parphiev. Dans les rues, les taxis et sur les chantiers, les Kazakhstanais en sont sûrs, « *les Ouzbeks sont les plus forts* ». Surtout qu'ils reviennent 10 à 15 % moins cher que les locaux. « *Et puis ils ne demandent pas à partir à 18 heures* », glisse un employeur en roulant des yeux.

Pour la plupart, ces travailleurs immigrés travaillent douze heures par jour, peut-être plus, sans n'avoir jamais rien signé, ni contrat, ni garanties. Certains ne sont payés qu'à la fin du chantier. Légal ? « *Absolument pas* », répond Karlyga Myssayeva. Une routine pourtant. Au Kazakhstan, 70 % des immigrés travailleraient illégalement. La majorité d'entre eux s'enregistre en tant que visiteur, reste trois mois, la durée maximale autorisée sans visa pour les ressortissants de l'ex-URSS, puis repartent.

« *La faute au poids des normes et à la bureaucratie* », tacle Bakytgul Elchibaeva, présidente de Local Community Foundation, ONG qui accompagne les travailleurs migrants. Elle parle de la complexité d'obtenir des permis de travail. De la volonté aussi, des patrons comme des employés, d'échapper aux impôts. Quant aux quotas d'immigrés, ils sont fixés en théorie à 0,7 % de la population active alors que les flux ne cessent d'augmenter. « *Avant, beaucoup allaient en Russie, mais avec la crise de 2009 puis la chute du rouble, Moscou a réduit les quotas, mis en place des tests de langue et augmenté les taxes sur les salaires* », analyse Karlyga Myssayeva.

### Meilleures conditions de travail

Environ 90 % de l'immigration économique du Kazakhstan est constituée de ces millions d'ouvriers peu ou pas qualifiés venant chaque année d'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan pour travailler dans le commerce, la construction, les cultures ou l'élevage. Certains se sont installés ici avec leur famille. C'est le cas d'une trentaine de Kirghizes près de Shelek, une ville située au milieu des exploitations agricoles du nord d'Almaty. Ainur Moldabeava a le sourire de celles qui ont



**En haut :** Moubin vient d'Ouzbékistan cinq mois par an pour travailler dans un bazar d'Almaty.

**En bas :** Salamat est kirghize, comme 20 % de la main-d'œuvre immigrée au Kazakhstan.

Célia Garcia-Montero/Cuej

vécu beaucoup de choses et la pudeur de ces gens à qui on s'intéresse peu. Avec son mari, ils ont quitté le Kirghizistan voisin il y a plus de quinze ans. « *A cause du chômage* », glisse-t-elle, dans sa maison aux murs décrépis. Arrivés clandestinement, ils ont longtemps travaillé dans les plantations de tabac en percevant un maigre salaire. « *C'était dur* », lâche Ainur, qui explique aussi s'être fait

voler ses documents d'identité par son ancien employeur.

Son histoire est celle de beaucoup de familles kirghizes venues chercher du travail au Kazakhstan il y a dix ou vingt ans. « *Une main-d'œuvre fragile, peu chère et souvent sans papiers* », raconte Jane Buchanan, auteure d'un rapport de Human Rights Watch en 2010 sur le travail forcé au Kazakhstan. Depuis, les choses se sont améliorées. « *La production de tabac au Kazakhstan a fortement diminué, explique-t-elle. Beaucoup de fermiers se sont mis à la culture des fruits et des légumes. Ils louent des morceaux de terre aux migrants qui peuvent en tirer tous les bénéfices eux-mêmes.* »

Avant, les enfants ramassaient le tabac avec les parents. Aujourd'hui, ils peuvent aller à l'école aussi longtemps que dure la saison. Sept mois

pendant lesquels Ainur et son mari disent gagner 400 000 tenges au total (2 000 euros) entre tabac, poivre, tomates et oignons récoltés sur des terres que leur cède le fermier kazakh. En échange, ils travaillent à sa fabrique de clôtures quelques heures par jour, surtout le soir. Et comme toutes les familles kirghizes de la région, leur maison se trouve à une dizaine de mètres de celle du fermier, sur le même terrain. « *C'est vrai que ça peut surprendre comme fonctionnement, mais ça n'a plus rien à voir avec la forme d'esclavagisme que l'on connaissait avant* », souffle Jane Buchanan.

Du point de vue d'Ainur, ses revenus sont « *suffisants pour rentrer au pays le reste de l'année et rendre visite à la famille sans avoir besoin de travailler* ». Pour autant, elle ne se voit pas s'installer définitivement au Kazakhstan. Un pays, qui avec 1,8 % de croissance seulement prévue cette année, pourrait vouloir contrôler davantage son immigration illégale.

**Célia Garcia-Montero, Noursoultan Kambar, Thibault Petit et Akerke Zhoumataeva**



# Les femmes sous pressions

Préoccupé par l'accroissement démographique du pays, le gouvernement insiste fortement sur l'importance de la maternité.

**L**es femmes sont le patrimoine de la nation. » Tous les ans, le 8 mars, à l'occasion de la Journée internationale du droit des femmes, le président Noursoultan Nazarbaïev présente ses vœux. Les Kazakhstanaises y sont encouragées à cultiver à la fois leur rôle de « gardiennes du foyer » et leur place dans la société.

Dans ces discours présidentiels, la thématique de la maternité est un leitmotiv. Au Kazakhstan, pays cinq fois plus grand que la France, peuplé seulement de 17 millions d'habitants, l'accroissement démographique est une préoccupation majeure. En 2013, le président n'a pas hésité à citer Otto von Bismarck, le fondateur de l'empire allemand : « *La femme la plus belle, c'est celle qui a fait le plus d'enfants.* » Khaïroulina Assia, directrice de la Ligue des femmes de l'initiative créative, regrette l'omniprésence de ce prisme maternel dans la société kazakhstanaise : « *On ne parle pas des femmes en tant qu'individus. On met surtout en avant leur rôle reproductif.* »

**Cérémonie de présentation de la mariée à ses beaux-parents, appelée « bétachar », au village de Chiene, le dimanche 17 mai.**

Julien Pruvost/Cuej

Selon la féministe, ce discours explique l'importance accordée par les jeunes filles elles-mêmes à leur futur statut de mère. Nombre d'entre elles estiment qu'une période d'inactivité de plusieurs années sera nécessaire pour prendre soin de leurs enfants. D'autant plus que dans la tradition kazakhe, l'épouse s'installe dans la famille de son mari où elle assume la quasi-totalité des tâches ménagères. « *Dans la réalité, autour de moi, les femmes retournent rapidement travailler, un an après la naissance de leur enfant* », nuance Khaïroulina Assia. Le congé maternité, d'une durée de dix-huit semaines, ne permet pas d'assumer financièrement de telles interruptions de travail.

De manière générale, la politique familiale du gouvernement ne semble pas à la hauteur de ses ambitions. Certes, le montant des allocations, dont le niveau varie selon le nombre d'enfants, augmente régulièrement. L'allocation versée à la naissance est ainsi passée de 42 390 tenge >>>



>>> (212 euros) en 2010, à 59 640 (298 euros) en 2014. Mais, signale Goulbanou Makacheva économiste spécialiste de la condition féminine, « l'inflation et les dévaluations rendent caduques les augmentations d'allocations ».

Le taux de natalité n'est toujours pas revenu à son niveau d'avant l'indépendance. Après une chute dans les années 1990, liée au chaos socio-économique de la décennie post-soviétique, le nombre d'enfants par femme a augmenté entre 2000 et 2008, avant de baisser légèrement. En 2012, il s'élevait à 2,59 enfants par femme, un des plus bas d'Asie centrale. Parallèlement à cette promotion de la maternité, le gouvernement cherche à « cultiver l'image positive du mariage ».

Cette exaltation du destin marital ne se limite pas à la sphère gouvernementale. Dans la société, les pressions sur les jeunes femmes sont monnaie courante. « Les gens me demandent sans arrêt : pourquoi est-ce que tu ne te maries pas ? Quand est-ce que tu vas trouver un homme ? », se plaint Assem Akhmetjanova, célibataire astanaïse de 29 ans. Être mariée avant 25 ans apparaît comme une exigence pour de nombreuses filles. D'ailleurs, la moyenne d'âge du premier mariage se situe pour les femmes à 24 ans. Cette moyenne, assez élevée compte tenu des tra-

**« Les gens me demandent sans arrêt : quand est-ce que tu vas trouver un homme ? »**

ditions et du discours ambiant, peut s'expliquer par l'importance accordée aux études. Chez les moins de 24 ans, 75% des filles sont en formation et les étudiantes sont plus nombreuses que les garçons à l'université.

Le second versant du discours présidentiel consiste à les encourager à travailler et à étudier. C'est un idéal sur mesure que le Président imagine pour les femmes de son pays. « Dans certains endroits du monde, elles sont privées de droits, écartées de la vie par un mur d'interdictions et de limites », dénonce-t-il. Sans pour autant vanter le modèle occidental, où « les femmes (...) sont tellement émancipées qu'elles s'éloignent de la famille, perdent leur intérêt pour les enfants et la continuité de la famille ».

La construction nationale et l'imagerie populaire portent aux nues la tradition d'une femme au foyer, respectueuse de ses aînés. Pour Khaïroulina Assia, un tel retour en arrière est impossible. « La tradition peut uniquement exister comme idéal », estime-t-elle. La mixité dans les cafés, les bars et la liberté des mœurs affichées par les jeunes citadins ne plaident pas en faveur de la thèse d'une société puritaine.

**Anne-Claire Gross, Danara Ismetova, Aygyuzel Kadir, Jonathan Klur et Assel Yegemberdiyeva**

**De gauche à droite, de haut en bas : deux femmes préparant le repas lors de cérémonies de mariage le 17 mai ; Une ancienne du village invitée aux célébrations ; Balasa, cuisinière dans un restaurant du Shanghai Bazar à Astana ; Gulsina et Assem, qui prient à la mosquée Hazrat Sultan.**

Anne-Claire Gross, Julien Pruvost/Cuej





# J'habite chez ma belle-mère

Conformément à la tradition kazakhe, Aïguérim a intégré le foyer de sa belle-famille. Toutes les tâches ménagères lui sont dévolues, mais elle est encouragée à continuer ses études d'ingénieur et trouver du travail.

**A**ïguérim s'affaire aux fourneaux. Elle sert le thé, surveille le riz, remplit les plats. Dans leur petite cuisine neuve, une partie de la famille Denebaïev – sa belle-famille – est installée. Il y a Kapan, que la jeune femme appelle « grand-mère », il y a aussi le cousin et la sœur de son mari. Assylbek, qu'elle appelle « père », entre dans la cuisine. « Voilà le maître de la maison », proclame la grand-mère. On lui laisse une place au milieu de la table.

Après son mariage en juin 2014, la jeune femme de 22 ans, originaire de Chimkent, a été reçue dans son nouveau foyer, à Rakhat. Dans ce modeste village situé à 40 minutes d'Almaty en voiture, la maison de la famille Denebaïev détone, avec son style presque bling-bling. Le grand portail noir, avec des incrustations couleur or, peine à cacher la bâtisse à deux étages construite il y a cinq ans.

« Tu aimes, tu n'aimes pas (la fille), peu importe. On l'a amenée, tu dois l'accueillir », tranche sim-

plement la grand-mère en parlant de l'arrivée d'Aïguérim dans la maison.

Cette nouvelle vie, Aïguérim l'a choisie. Contre l'avis de ses parents, qui voulaient que leur fille obtienne d'abord son diplôme universitaire. Son copain Janaï, impatient, ne voulait pas attendre. Plutôt que négocier avec les parents de la jeune fille, conformément à la tradition kazakhe, il s'est passé de leur accord. Aïguérim a accepté. Au Kazakhstan, on appelle cela un « mariage par enlèvement avec consentement ». Mis devant le fait accompli, les parents ont cédé. « Si la fille n'est pas d'accord, ce n'est pas permis, on porte plainte », précise Aïguérim. Quelques mois après son mariage, elle a obtenu son diplôme d'ingénieur de réseaux.

La jeune mariée s'éclipse en cuisine puis revient dans le grand salon vert, auprès de la grand-mère qui respire difficilement. La table, les chaises le long du mur et le canapé peinent à remplir l'espace. La pièce, propre, a quelque chose d'aseptisé. >>>

**Une jeune mariée et sa belle-mère dans leur foyer, le 16 mai à Rakhat.**

Jonathan Klur/Cuej



>>> Ici, Aïguérim fait « la cuisine, le ménage et la lessive » pour huit personnes. Les yeux de la grand-mère sourient sous son discret voile rouge, et tandis qu'elle détaille les tâches ménagères de sa belle-fille (« petit déjeuner, déjeuner, dîner, la journée passe vite »), le rire arrive, gras, communicatif. Attentive à ne pas passer pour une victime, Aïguérim rassure, dit pouvoir compter sur l'aide de sa belle-sœur et celle de sa belle-mère. Entre deux questions, elle recoiffe affectueusement son aînée. Le petit-fils, Janaï, passe dans le salon. Le mari d'Aïguérim, « son maître », signale la grand-mère, souriant toujours. La jeune mariée est la *kéline* de la famille, mot kazakh pour « belle-fille ». Dans une famille kazakhe, il peut y en avoir plusieurs, qui cohabitent. La mère de son mari, institutrice, l'est aussi. Mais le gros des tâches ménagères retombe généralement sur la plus jeune des kélines.

#### Mariée oui, mais pas captive

La kéline et la grand-mère passent la journée ensemble à la maison, avec Janaï. Le jeune marié s'occupe de la bâtisse, toujours en chantier. Les cinq autres membres de la fratrie travaillent ou étudient. Aïguérim pourrait bientôt les rejoindre. Sa belle-famille l'y encourage : « Grand-mère me dit de trouver un travail pour que mon diplôme

**A gauche, en haut et en bas : Yevgeniya, 20 ans, russe orthodoxe traditionnelle, mène de front vie spirituelle et études à l'université. A droite : une étudiante ouïghoure en architecture, salariée au café de son père ; Aïda et Yevgeniy, couple kazakho-ukrainien au marché à Astana.**

Anne-Claire Gross,  
Rémi Carlier/Cuej

ne serve pas à rien ». La jeune femme envisage aussi de poursuivre ses études jusqu'au master. Elle reviendra dans le foyer lorsqu'elle deviendra mère. Définitivement ? Rien ne l'indique. Aïguérim évoque même l'éventualité d'une vie séparée du foyer familial de son mari. Mariée, oui, mais pas captive.

Dans la famille Denebaïev, les traditions sont respectées avec souplesse, comme souvent au Kazakhstan. Fils unique, Janaï a hérité des obligations du fils cadet, qui doit rester avec sa femme dans la maison de ses parents et s'occuper d'eux : « Avant c'était toujours le fils cadet qui restait mais aujourd'hui c'est le bon fils, celui qui aime sa grand-mère », résume Kapan. Au bout du compte, le schéma traditionnel est une fois de plus respecté : Janaï est le fils unique d'Assylbek, lui-même fils cadet de la grand-mère Kapan. Tout reste dans l'ordre.

D. I. et J. K.

# « Avoir un enfant maintenant, ce serait comme être en prison »

Noursoulou, 21 ans, est farouchement attachée à son indépendance tandis que sa sœur aînée, Elmira, ne verrait pas d'objection à consacrer sa vie à son futur mari.

**J**e tiens à ma liberté », voilà le credo de Noursoulou, jeune fille d'Astana refusant le rôle de mère et d'épouse que la société kazakhstanaise souhaite lui attribuer. « Je ne veux pas me marier, si je le faisais, je ne pourrais plus rencontrer d'autres personnes car mon mari voudrait me surveiller. » A 21 ans, cette Kazakhe affirme son indépendance. « J'ai déjà eu plusieurs demandes en mariage, mais cela ne m'intéresse pas », insiste-t-elle. Son actuel petit ami, Kazakhstanaise de nationalité arabe, qu'elle fréquente depuis six mois, tente de lui parler de mariage, mais elle fait la sourde oreille et ne semble pas véritablement attachée à lui. Sa conception de la liberté, c'est aussi de pouvoir décider à tout moment de mettre un terme à une relation.

## « Je veux avant tout m'épanouir personnellement »

« Si tu n'es pas heureuse avec quelqu'un, comment peux-tu rester avec lui ? », interroge-t-elle. Noursoulou est restée trois ans avec son premier amour. Lorsqu'ils se sont séparés, ses parents s'étonnaient : « Pourquoi tu l'as quitté ? Il était très bien ce garçon. » Mais jamais elle ne suivra l'avis de ses parents sur la question. Préservé sa virginité jusqu'au mariage ? Une coutume datée d'après cette Kazakhe : « Je ne regrette rien », affirme-t-elle haut et fort.

Au contraire, sa sœur aînée, Elmira, plus discrète, estime que « c'est mieux de se préserver jusqu'au mariage ». Agée de 25 ans, elle espère trouver la bonne personne, se marier et avoir des enfants, bien qu'elle affirme ne pas rechercher de petit ami. L'employée de banque refuse de croire qu'au-delà de 25 ans il devient difficile de trouver un partenaire, comme certains de ses proches le lui suggèrent. Ceux-ci ne cessent de la questionner : « Tu as quelqu'un ? »

C'est pour échapper à sa destinée de mère que Noursoulou a décidé de quitter Atyraou dès ses 18 ans.



Elmira (à gauche) et Noursoulou (à droite), dans un centre commercial d'Astana, le 14 mai 2015.

Anne-Claire Gross/Cuej

Dans cette ville de l'ouest du pays, elle a vu ses amies d'enfance se marier très jeunes. « A 20 ans, elles ont déjà des enfants », décrit-elle avec un air d'incompréhension. La maternité, très peu pour elle : « Je me sens moi-même encore comme une enfant, je ne suis pas prête à en avoir un. » Née dans une famille de sept enfants, elle admire sa mère, mais ne souhaite pas suivre son exemple. Au risque de paraître égoïste, Noursoulou pense d'abord à elle : « Je veux avant tout m'épanouir personnellement, avoir un enfant maintenant ce serait comme être en prison. »

## « Si mon futur mari peut subvenir à mes besoins, ce sera bien »

A peine majeure, Noursoulou est ainsi partie pour la capitale afin d'entrer en faculté de droit. « Mes parents ne savaient même pas dans quelle université j'étais », se souvient-elle en riant. Très vite, elle recherche du travail et enchaîne les emplois. Depuis mi-mai, elle est serveuse dans un grand restaurant d'Astana. Travailler est essentiel à son épanouissement, elle souhaite avoir son argent, ne pas dépendre d'un homme pour vivre alors que sa sœur Elmira envisage de ne pas travailler. « Si mon futur mari peut subvenir à mes besoins, ce sera bien », explique l'aînée.

Des traditions kazakhes, les deux jeunes filles gardent le respect qu'elles doivent à leurs aînés, mais sont loin de suivre tous leurs conseils. « Ma mère me disait qu'il faut éviter l'alcool et les cigarettes, mais des fois, cela m'arrive de fumer ou de boire un verre de vin », précise Noursoulou. Très occupées par leurs carrières professionnelles, les deux sœurs sortent rarement en boîte de nuit, préférant s'installer à la terrasse d'un café. « Depuis que j'ai été à Dubaï, je n'ai plus envie de sortir ici dans les night clubs, c'est beaucoup moins bien », explique-t-elle. Elle rêve de voyager davantage. Après Istanbul, Dubaï, Abou Dabi et l'Italie, la jeune serveuse anglophone voit son avenir aux Etats-Unis.

A-C. G. et A. K.

## 2013

**Première journée de la Famille.** Célébrée chaque deuxième dimanche de septembre, elle doit rappeler à la jeune génération l'importance du respect envers les aînés et d'un mariage réfléchi. « La famille constitue le socle de la société kazakhstanaise et la base de la réussite de notre pays en matière économique, culturelle et de politique sociale », a déclaré le président Nazarbaïev pour l'inauguration.



## Remerciements

En 2015, la fin de cursus des étudiants du CUEJ a été délocalisée au Kazakhstan. Former de jeunes journalistes, c'est les prévenir contre les préjugés et les encourager à voir les « choses qui sont derrière les choses » comme il est si joliment dit dans *Quai des brumes*, de Marcel Carné. Les accompagner dans la compréhension de l'autre. Les aider à découvrir qu'on ne voit pas le monde de la même façon à Strasbourg et à Astana. Pendant un mois, les étudiants kazakhstaniens ont assisté les étudiants du CUEJ dans cette approche de l'Asie centrale. Ils les ont accompagnés à Astana et Almaty, Chimkent, Chiene, Taraz, Karaganda et Atyraou. Qu'ils sachent ce que nos travaux leur doivent.

Plusieurs universités d'Almaty et Astana ont accepté cette collaboration inédite. Aussi devons-nous la réussite de cette délocalisation à Almaty à l'Université Al-Farabi, à ses facultés de journalisme et des relations internationales ; à l'Université pédagogique Abaï, et notamment l'Institut Sorbonne Kazakhstan ; à l'Université des relations internationales et des langues du monde, et notamment ses départements de français et d'anglais. A Astana, à l'Université L.N. Gumilev, sa faculté de journalisme et sciences politiques, aux Alliances françaises d'Almaty et Astana.

Merci aux ministères de l'Éducation et de la science et des Affaires étrangères de la République du Kazakhstan.

Parce qu'ils se sont impliqués dans notre projet, nous souhaitons aussi remercier pour leur soutien décisif Mukhambetkali Burkitbayev et Salima Kunanbayeva. Serik Djailayovitch Praliev et les co-directrices de l'Institut Sorbonne Kazakhstan, Goulmira Nourlikhina et Marie-Anne Serve, ont toléré notre encombrante présence jour et nuit dans les locaux de l'Institut.

Karlyga Myssayeva, Jeanie Manabaeva et Azhar Moldashova n'ont pas ménagé leurs efforts pour mobiliser leurs étudiants. Merci à Rafis Abazov pour son accueil et à Catherine Poujol pour ses conseils.

Nos plus vifs remerciements vont à l'ambassadeur de France à Astana, Francis Etienne, et au Consul général de France à Almaty, Patrick Renard, qui ont accueilli notre projet avec bienveillance et l'ont soutenu avec conviction dans le plus grand respect de notre travail. L'appui de leurs équipes, notamment celui du Service de coopération et d'action culturelle et de son responsable, Johann Uhres, n'a jamais fait défaut. Un très grand merci à Séverin Van Gastel, attaché de coopération universitaire à Almaty, et Thomas Huet, attaché de coopération scientifique et technique à Astana, pour l'efficacité qu'ils ont mise au service de notre projet, le temps qu'ils lui ont consacré et la patience dont ils ont fait preuve.

Outre ce numéro spécial de *News d'Il* entièrement réalisé au Kazakhstan, un webdocumentaire et un magazine de télévision sont à découvrir sur notre site, [cuej.info](http://cuej.info).

**Nicole Gauthier**  
Directrice du CUEJ – Université de Strasbourg